

Initiative de solidarité OLGA TARATUTA

Avec les Déserteurs, les pacifistes, les réfugiés en Ukraine, Russie et au Belarus

#4, Mai 2023

Prix libre en solidarité

Ukraine : face à la guerre, la résistance. Mais avec qui ? Avec l'État ou avec la population ?

Le 24 février, quand les chars de la fédération de Russie se sont rués dans la plaine d'Ukraine, tout le monde a été pris par surprise. Enfin presque tout le monde : depuis plusieurs semaines déjà les oligarques ukrainiens – manifestement bien informés – avaient mis leur famille à l'abri à l'étranger, comme le dénonçait le groupe anarchiste de Lvov « Drapeau noir » dans un article paru une semaine avant le déclenchement de la guerre¹.

Dans les premiers jours de guerre l'État ukrainien a commencé à vaciller : une partie de ses élites avait fui avant-guerre², une autre partie a accueilli à bras ouvert l'armée de la fédération de Russie – ce qui explique la facilité avec laquelle Kherson et d'autres sites stratégiques ont pu tomber sans coup férir.

Face à ce vide de l'État, la population – qui n'avait d'autre choix que de compter sur elle-même pour sauver sa peau - s'est soulevée dans un élan spontané de résistance. Partout des gens ordinaires se saisirent de kalachnikovs distribuées dans un chaos relatif, improvisant des défenses de fortune. Cela permit à l'État ukrainien de gagner quelques précieux jours et de se remettre en selle. L'État ne s'étant pas totalement effondré, il a repris en main le mouvement initial, lui faisant perdre tout caractère spontané et populaire en le militarisant à vitesse grand V et passant ainsi d'une résistance populaire contre l'envahisseur à la défense de l'État nation ukrainien.

Si la situation créée par l'irruption de la guerre n'a pas basculé dans un mouvement révolutionnaire, contrairement à ce qui s'était passé en Juillet 36 en Espagne, c'est qu'en Ukraine la population n'avait pas d'autre horizon idéologique (au mieux) que la démocratie libérale. Mais aussi parce que les groupes nationalistes ukrainiens – certains même se prétendant nationalistes libertaires – avaient fait depuis des années leur travail de préparation psychologique et idéologique pour que leurs idées identitaires s'imposent comme des évidences « allant de soi ».

Certains libertaires, grisés par l'élan spontané de la résistance du premier jour, annoncèrent créer un « peloton anti autoritaire ». Mais au bout de seulement quelques jours, ce peloton fut versé dans l'armée ukrainienne, avec uniformes et grades, adoptant le discours et les pratiques de toutes les armées nationales du monde. Il n'y a rien d'anarchiste dans les Forces de défense territoriale d'Ukraine, et prendre des selfies devant des drapeaux rouges et noirs ou noirs avec des A cerclés n'y change rien.

On peut comprendre que dans la situation certains fassent le choix de rejoindre l'armée ukrainienne, mais ils ne le font pas au nom de l'anarchisme. En prétendant le contraire, ceux-là se mentent à eux même et aux autres, et ne rendent pas service au mouvement en faisant croire que finalement rien ne distingue les anarchistes des nationalistes, que tous se retrouvent ensemble dans l'Union nationale derrière l'État, son Drapeau et son armée³.

¹ Ukraine : unité mais avec qui ? À lire en ligne : <http://cntait.info/2022/02/24/ukraine-unite-mais-avec-qui>

² Au contraire des réfugiés ayant fui APRES le déclenchement de la guerre, qui étaient souvent des classes populaires.

³ - Ainsi Sergiy Shevchenko, un nationaliste libertaire peut-il déclarer tranquillement dans un interview au journal marxiste *Mouvement* repris par le « collectif de solidarité syndicaliste » auquel participent entre autre les « syndicalistes révolutionnaires » de la CGT espagnole, de l'IP polonaise et la CNT-SO française « Je sers dans une unité créée par des nationalistes, qui est approvisionnée par les autorités municipales et par des volontaires, et qui est financée par des entreprises privées (...) On peut trouver arme à la main dans une même

tranchée un anarchiste, un nationaliste, un euro-optimiste, un simple paysan, un ouvrier ou un informaticien sans opinion politique précise. Tous sont unis par un même désir de protéger leur peuple, et l'indépendance et la liberté de l'Ukraine. Nous sommes tous frères et sœurs, nous sommes le peuple ! (...) Bien sûr, je préférerais que notre guerre se place sous la bannière de Nestor Makhno (fondateur de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, qui, après la révolution d'Octobre et jusqu'en 1921, combat à la fois l'armée tsaristes contre-révolutionnaire et l'armée rouge bolchévique) et non de Stepan Bandera (homme politique et idéologue nationaliste ukrainien qui a collaboré avec l'Allemagne nazie). Je souhaiterais bien sûr combattre au nom de l'anarchie plutôt que de la Nation (...) En tout cas, actuellement,

La question n'est donc pas de nier le droit de la population en Ukraine à la résistance contre l'armée de la fédération de Russie, mais de s'interroger sur quelle résistance ? Dans quel objectif ? Avec qui ?

Tous les anarchistes ukrainiens n'ont pas choisi de se ranger derrière leur État, certains lui contestent même le monopole de la Résistance. C'est le cas du Groupe *Assembleia* (*Assemblée Générale*) de Kharkov. Ces membres ne se sont pas engagés dans la résistance armée, même s'ils ont su se saisir des kalachnikovs généreusement distribués le premier jour ...⁴ Car de toute façon que change, d'un point de vue militaire et tactique, l'implication de quelques dizaines d'anarchistes (les effectifs de l'ensemble du mouvement anarchiste ukrainien d'avant-guerre) dans une armée ukrainienne d'aujourd'hui forte de près d'un million d'hommes avec les réservistes. Par contre, ils peuvent être déterminants au moins localement dans l'aide et le soutien aux civils qui souffrent des conséquences de la guerre, et qui sont toujours les grands oubliés de l'État, lequel en temps de guerre oriente tous les efforts financiers et matériels vers l'armée. La guerre n'a pas non plus fait renoncer *Assembleia* à sa pratique d'avant-guerre de dénoncer sans relâche la corruption qui pourrit toute la société civile ukrainienne⁵ ainsi que les patrons qui profitent de l'extrême précarité de la situation pour faire des travailleurs des esclaves sans aucun droit. *Assembleia* milite aussi pour le droit des Ukrainiens qui ne veulent pas mourir au front – et qui sont plus nombreux que ne le disent les médias – pour le droit d'émigrer librement.

La mise en échec de l'armée de la fédération de Russie au tout début de la guerre est aussi largement due aux sabotages des lignes de chemin de fer biélorusses par les cheminots de ce pays, ce qui entrava l'arrivée massive des chars via le Belarus. Les blindés russes, obligés de passer en file indienne par la route devinrent des cibles de choix pour l'artillerie et l'aviation ukrainienne.

En Russie même, malgré la propagande du Pouvoir poutinien, la guerre ne fait pas l'unanimité. Dès les premiers jours de nombreux opposants, dont les anarchosyndicalistes du KRAS-AIT ont participé aux rassemblements de rue antiguerre. La répression se fit graduellement : au début des simples arrestations et avertissements, puis des amendes de plus en plus lourdes, et enfin des peines de prison pour avoir seulement manifesté dans la rue avec des feuilles blanches !!! La résistance anti-guerre est devenue souterraine. Certains sont passés à l'action directe contre

à choisir entre : « Vive le Roi » et « Vive la Nation », je choisis sans hésiter la Nation ! »

<https://mouvements.info/leruption-de-la-russie-en-ukraine/>

⁴ Présentation du collectif de média anarchiste Assembleia de Kharkov [26-02-2022] <http://cntait.info/2022/03/09/assembly/>

⁵ Ainsi à l'été 2022 ils ont fait capoter le projet du Maire de Kharkov de se répartir avec ses amis les centaines de millions de

l'armée, incendiant les centres de recrutement. Les femmes et mères de soldats se sont organisées pour exiger le retour de leur mari et enfants. Des syndicalistes bravent l'Unité nationale en déclenchant des grèves sauvages, comme le syndicat de livreur « Courier » ou le syndicat de la santé « Action ». Même si peu d'information nous arrive de Russie du fait de la censure des réseaux sociaux, il est certain que le sentiment anti-guerre est présent aussi en Russie.

L'initiative de solidarité « Olga Taratuta »⁶ est née de l'urgence dès le premier jour de la guerre. Notre objectif était triple :

- aider les réfugiés et les déserteurs, qu'ils soient russes, biélorusses ou ukrainiens, à fuir la guerre ;
- apporter un soutien moral, politique et matériel aux anarchistes en Ukraine qui résistent sans avoir abandonné les principes, notamment au Groupe *Assembleia* ;
- servir de caisse de résonance à la résistance antiguerre en Russie et au Belarus.

En un an, notre bilan est très certainement très maigre vu l'ampleur des besoins. Nous avons participé à l'accueil et au soutien de plusieurs familles de réfugiés ukrainiens (aide aux démarches administratives ubuesques, recherche de logements, aide matérielle notamment pour les vêtements, mise à disposition d'un jardin potager partagé ...) Nous continuons de venir en assistance - avec d'autres personnes - à des jeunes russes ayant fui la mobilisation. Nous avons essayé de maintenir un travail d'information sur la situation réelle du point de vue la population et de la résistance civile aussi bien en Ukraine qu'en Russie ou Belarus, en traduisant des articles directement depuis les langues locales⁷ mis en ligne sur notre site internet : <http://nowar.solidarite.online/blog>.

Nous avons édité en 2022 trois numéros de notre bulletin, diffusé aux réseaux militants pacifistes et antimilitaristes. Même si nous n'avons pas reçu le retour que nous espérions – nos moyens ne s'étant pas renforcés au niveau militant – notre travail de propagande ne semble pas avoir été totalement inutile, puisqu'il est cité dans un certain nombre de publications et réseaux en France et à l'international, que ce soit pour saluer notre effort, ou au contraire pour nous faire passer pour des « alliés objectifs » de l'un ou l'autre camp. Notre refus précisément de nous ranger derrière la

dollars et d'euros de dons pour la reconstruction de la ville, alors que la ville était encore sous les bombes !

⁶ Olga Taratuta était une militante anarchiste d'origine juive ukrainienne, prisonnière politique aussi bien du temps du Tsar que du temps des bolchéviques, chargée en 1921 par Makhno d'organiser la « croix noire » en soutien aux prisonniers politiques de toutes tendances révolutionnaires.

⁷ Et non des traductions de traductions, qui sont parfois « caviardées » ...

bannière d'un Super-Héros contre un Super-Vilain, et notre décision assumée de nous ranger du côté de la population et de la résistance civile non étatique manifestement donne des boutons à ceux pour qui les choses sont toujours simples et automatiques.

Concrètement, nous avons aussi pu collecter plus de 1000 euros qui ont été transmis aux compagnons d'*Assembleia* avant l'hiver, pour leur permettre d'acquérir des moyens de chauffage. Nous remercions tous ceux qui ont participé et nous renouvelons notre appel à dons car les besoins sont continus et « *Assembleia* » ne peut pas compter sur la générosité de l'État ni sur celle des groupes nationalistes même dissimulés sous des drapeaux « anti autoritaires ».

Si vous pensez que la position exprimée et mise en pratique par l'initiative Olga Taratuta – certes intransigeante mais conforme aux principes de l'internationalisme – mérite d'exister et d'être soutenue, nous vous invitons à y participer. Même un individu peut contribuer, en diffusant les informations ou le bulletin par exemple.

Paix aux chaumières, guerre aux palais !

Initiative Olga Taratuta

contact@solidarite.online.

<http://nowar.solidarite.online/blog>

Site d'*Assembleia* : <https://assembly.org.ua/>

Pour recevoir le bulletin d'information de l'initiative de solidarité avec les déserteurs, pacifistes et réfugiés "Olga Taratuta", envoyez un mail à contact@solidarite.online ou écrire à Initiative OLGA c/o CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Envoi de la version papier sur simple demande à l'adresse ci-dessus. La meilleure façon de nous soutenir est d diffuser ce bulletin, sous forme électronique ou papier.

Plus d'infos sur :

<http://nowar.solidarite.online/blog>

APPEL A LA SOLIDARITE FINANCIERE

L'initiative de Solidarité Olga Taratuta a été créé pour faire face à l'urgence de la situation, apporter un soutien moral et matériel à celles et ceux qui refusent de sombrer dans la logique militariste et nationaliste. Si vous souhaitez contribuer à la solidarité financière avec les résistants à la guerre et notamment avec *Assembleia*, vous pouvez faire des donations en ligne sur leur plateforme : <https://www.globalgiving.org/projects/mutual-aid-alert-for-east-ukraine/>

Vous pouvez aussi envoyer vos dons par chèques à l'ordre de CNT-AIT (mention « Solidarité Ukraine » au dos) à CNT-AIT, 7 rue ST Rémésy 31000 TOULOUSE

Enfin vous pouvez aussi faire un transfert bancaire sur le compte suivant (envoyer un mail à contact@solidarite.online pour nous informer du transfert) :

IBAN: FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45

BIC: PSSTFRPPTOU

Titulaire : CNT-AIT / Banque La poste

Les compagnes et compagnons de l'Initiative de solidarité « Olga Taratuta »

Rencontre avec un jeune insoumis déserteur russe

Depuis le début de l'année, l'*Initiative Olga Taratuta* aide le jeune Ivan, insoumis russe, réfugié en France pour échapper à la conscription. La CNT AIT, le samedi 25 février, a organisé une réunion débat dans ses locaux Toulousains pour permettre à Ivan d'exposer sa situation. Né d'une mère russe et d'un père ukrainien, Ivan, jeune étudiant pacifiste ayant reçu des menaces du fait de sa binationalité mais aussi de son homosexualité, nous a expliqué son parcours pour s'enfuir de Russie vers l'Allemagne via l'Azerbaïdjan grâce à un visa touristique. Confronté à l'absurdité des règlements administratifs, malgré sa situation de réfugié fuyant la guerre, il s'est retrouvé refoulé par l'Allemagne en France. Le récit de sa confrontation avec l'administration allemande (il a dû payer son séjour en centre de rétention 135 € la nuit pour un mois de détention) a été un des moments forts de son récit.

Par contre, aux questions de l'auditoire qui souhaitait connaître son point de vue sur la réalité de la vie en Russie, et sur l'opposition à la guerre et Poutine, malgré la haine qu'il porte à ce triste sire, Ivan ne fit que des réponses vagues. La timidité naturelle d'Ivan mais aussi

une certaine prudence peuvent expliquer cette réserve. Mais il est aussi évident qu'Ivan n'est pas un révolutionnaire, et encore moins un anarchosindicaliste, ni un militant politique. Ceci n'a aucune importance pour la CNT-AIT, car la solidarité ne se marchande pas : elle est par principe acquise à tout réfugié qui fuit la barbarie de la guerre. C'est au nom de ce même principe universel que nous apportons aussi notre appui à des réfugiés Syriens ou Africains, sans considérations idéologiques dogmatiques ou sectaires. En France, Ivan a repris des études et poursuit les démarches pour obtenir le statut de réfugié. Il ne retournera pas en Russie tant que Poutine et ses acolytes seront au pouvoir. Une rencontre en vérité qui a conforté, un peu plus encore, tous les participants dans la nécessité d'appuyer l'action de l'*Initiative Olga Taratuta*.

Résistance des travailleurs face à l'occupation : Les travailleurs de Melitopol exigent des salaires

Selon des informations circulant sur les chaînes Telegram, les travailleurs du secteur public de la ville de Melitopol, située dans la région de Zaporozhye, qui a été annexée par la Fédération de Russie en septembre 2022, réclament le paiement de leurs salaires depuis maintenant trois mois. Ils prévoient d'organiser un rassemblement le soir du 16 mars sur la place de la Victoire au centre-ville. Des tracts ont été collés un peu partout dans la ville avec les slogans : "Vivre, pas survivre !", "Rendez-nous l'argent ! Nous voulons un salaire !".

Quel que soit le nom de l'État qui gouverne les habitants d'un territoire particulier, et peu importe qui est au pouvoir, les salariés sont obligés de vendre leur travail pour vivre. Et leur désir que le travail soit rémunéré est tout à fait justifié et juste.

Cependant, les autorités ont eu peur et se sont immédiatement empressées d'accuser les "agents ukrainiens", tandis que la chef de l'administration de la ville, Galina Danilchenko, a personnellement menacé de sanctionner les auteurs en vertu des "lois de la guerre". Elle a persuadé de manière convaincante les chefs des entreprises municipales de service public (MUP) de retenir leurs employés au travail jusqu'à 19 heures, puisque le rassemblement était prévu à 18 heures.

L'action de protestation sur la place de la Victoire a été contrecarrée [par une tactique de carotte et de bâton] : d'une part un remboursement partiel des arriérés de salaires, d'autre part la place a été entourée par des membres des structures répressives en civil et des propagandistes munis d'appareils photos. Quelque part à proximité, il y avait probablement la *Rosgvardiya*, la Garde nationale, au cas où la situation s'envenimerait ...

Les plus chanceux ont été payés pour le mois de janvier, mais l'intégralité des 3 mois de salaires manquant n'a pas été versée, et encore pas tous. En particulier, les travailleurs de la gestion de l'eau de Melitopol se sont plaints. Ils ont été rejoints par des travailleurs du service des eaux de la ville de Dneprorudnoye. Dans certaines écoles, les collectifs d'enseignants ont reçu l'argent avec retard, et dans une des écoles élémentaires il n'y a plus d'argent depuis 2 mois déjà.

Mais certains employés du secteur public n'ont pas encore été payés depuis juillet 2022. Pour cette raison, des militants locaux ont suggéré qu'ils se rassemblent pour un rassemblement le 16 mars.

Les arriérés de salaires sont allés si loin que le personnel des services publics a commencé à collecter de l'argent auprès des consommateurs en contournant la caisse enregistreuse. Ainsi, le vendredi 17 mars, les employés de l'entreprise municipale "Melitopolgaz" se sont arrêtés dans le village de Myrne du district de Melitopol, se sont divisés en groupes et se sont rendus dans les entreprises privées et les immeubles d'habitation. Ils ont distribué des reçus de paiement de gaz à tous les consommateurs et ont menacé de couper les canalisations en cas de non-paiement. "La contrôleur détachait une partie du reçu, y apposait son cachet et sa signature et acceptait le paiement directement dans la maison. Elle avait un sac rempli d'argent liquide. Elle a dû faire le tour de la moitié du village. Je ne sais même pas s'il est légal de collecter de l'argent de cette manière", a déclaré l'un des habitants de Mirny. La direction de l'entreprise municipale n'a fait aucune annonce concernant les visites à domicile ou le nouveau service de paiement du gaz à domicile

D'après un article de la KRAS-AIT, section en Russie de l'AIT

<https://aitrus.info/node/6062>



Entretien avec Ivan, jeune ayant fui la mobilisation en Russie

Ivan est un jeune qui a fui la Russie pour ne pas être enrôlé dans l'armée russe et aussi fuir les menaces contre sa vie du fait de sa double origine, russe et ukrainienne. Interview par l'initiative de solidarité qui Olga Taratuta participe à son accueil.

Olga : Bonjour Ivan

Ivan : bonjour Olga. Je m'appelle Ivan, je suis un jeune de 24 ans. J'habite Moscou, où je vis avec ma mère qui est russe. Je suis de nationalité russe, même si mon père est ukrainien et vit à Kiev. Je suis étudiant en sciences humaines.

Olga : comment as-tu appris le début de la guerre en Ukraine ?

Ivan : j'étais en voyage en Europe avec mon petit ami, avec un visa Schengen de tourisme. Lui est rentré directement en Russie. Moi j'ai compris vu ma situation personnelle que cela risquait d'être compliquée pour moi. Je me suis inscrit dans une université du pays européen ou j'étais alors pour pouvoir bénéficier d'un visa « étudiant » de longue durée et essayer de me bâtir un avenir loin de la folie de la guerre. Déjà je ne me voyais pas pouvoir remettre les pieds en Russie. Cependant, pour bénéficier de ce visa, je devais retourner en Russie pour demander officiellement un visa étudiant auprès de l'ambassade du pays en question à Moscou. À ce moment-là, les ambassades n'étaient pas fermées, et tout le monde faisait semblant de respecter un certain « formalisme ». Je suis donc rentré pour faire les démarches administratives requises.

Cependant, à mon retour, j'ai tout de suite compris que cela n'allait pas être simple. De plus, sur mon téléphone, j'ai commencé à recevoir des menaces de morts très explicites de la part de parfaits inconnus, en raison à la fois de mon origine paternelle ukrainienne et aussi du fait que je suis homosexuel.

Comment ces gens ont eu mon numéro de téléphone et les informations me concernant ? Je l'ignore... Peut-être via le Centre de recrutement militaire ? Il faut savoir qu'en Russie le service militaire est obligatoire pour tous les jeunes hommes et que dès l'âge de 18 ans, vous devez aller vous faire enregistrer au Centre de recrutement de votre quartier ou ville.

Olga : quelle a été ta réaction à l'annonce de la mobilisation par Poutine ?

Ivan : quand Poutine a annoncé la mobilisation, j'ai compris que j'étais en grand danger, car l'armée russe a besoin de chair à canon. Les démarches administratives pour mon visa étudiant étaient de toute façon bloquées. J'ai alors décidé de m'enfuir. Comme j'avais mon visa Schengen tourisme qui était toujours valable, je suis parti en Azerbaïdjan pour ensuite rejoindre l'Europe. J'avais lu dans les médias, notamment les médias sociaux, que l'Allemagne disait accueillir les Russes qui fuyaient

l'armée, j'ai donc choisi d'aller dans ce pays même si mon visa avait été attribué par la France.

Olga : comment as-tu été reçu en Allemagne ?

Ivan : cela a été une grande désillusion. On m'a tout de suite fait sentir que je n'étais pas le bienvenu, contrairement à ce qui est proclamé partout. À ma descente d'avion, j'ai été voir les services d'immigrations pour déposer une demande d'asile. Ironiquement, on m'a fait comprendre que si j'avais la nationalité ukrainienne (j'aurais pu la demander vu que mon père est Ukrainien, mais je n'ai jamais fait la démarche, car pour moi la nationalité n'a pas vraiment d'importance, ce n'est qu'une formalité administrative) j'aurais eu immédiatement le statut de réfugié. Mais en tant que russe, je les gênais plus qu'autre chose... Ils m'ont alors immédiatement emmené dans un Centre de rétention administratif (CRA) qui se trouve au sein de l'aéroport. Ce centre est dans une zone « hors douanes » donc officiellement ce n'est pas le territoire allemand, c'est une sorte de « no mans land ». En fait, c'est surtout une prison.

Les flics allemands étaient très froids, très « administratifs » dans leurs relations avec les détenus. J'étais quasiment le seul européen, tous les autres étaient des réfugiés du Soudan, de Turquie, d'Afghanistan. J'ai noté que les policiers avaient un comportement raciste dans le sens où ils ne me traitaient pas aussi durement que les autres réfugiés. Cela m'a rendu triste, car je me sentais solidaire de mes autres camarades d'infortune. Sinon, il faut savoir aussi que cette prison est gérée par les autorités allemandes comme un « hôtel » : si vous avez les moyens financiers, vous devez payer votre séjour : 135 euros la nuit ! Une prison au prix d'un 3 étoiles !!! Comme ils avaient saisi l'argent liquide que j'avais sur moi, ils n'ont eu qu'à se servir ! Ils m'ont donc pris 4000 euros pour le mois que j'ai passé dans le centre, soit plus de la moitié de mes économies !

Olga : comment t'es-tu retrouvé en France

Ivan : au bout de plusieurs semaines, ils m'ont expliqué qu'ils ne me donneraient pas l'asile, car en vertu de la procédure de Dublin, j'aurais dû la déposer en France, pays émetteur de mon visa. Donc, ils allaient m'expulser en France. Et en plus, j'étais interdit de territoire allemand pendant au moins 30 jours pour ne pas avoir respecté les règles d'entrée sur le territoire !!! Au bout d'un mois, ils m'ont dit qu'ils s'étaient mis d'accord avec les autorités françaises et que je serai expulsé incessamment donc que je devais me tenir prêt à partir à tout moment ! Ils m'ont demandé si je connaissais quelqu'un en France susceptible de m'accueillir, mais je

ne connaissais personne. J'ai informé par téléphone ma mère qui a fait fonctionner son réseau d'amis. Finalement, elle m'a trouvé une personne qui acceptait de dire qu'elle serait ma référente sur place. Le jour j, les policiers des frontières allemands sont venus me chercher sans préavis pour m'emmener dans un avion, en me disant que je serai attendu à mon arrivée en France.

Arrivée à destination, dans l'aéroport le plus proche du lieu de résidence du contact fournit par ma mère, en fait personne ne m'attendait. Ni le contact de ma mère qui n'avait pas été prévenue, ni la police des frontières. Un steward de la compagnie aérienne m'a indiqué où je devais me rendre pour me signaler. Arrivée au poste de police, ils m'ont regardé, étonné, ne comprenant pas qui j'étais ni ce que je faisais là. Finalement, après avoir fouillé dans leurs ordinateurs, ils ont fini par retrouver le message des Allemands qui les informait de mon arrivée. Ils m'ont dit que je pouvais partir, puisque de toute façon, j'avais encore un visa de tourisme valide. Et ils m'ont donné l'adresse où me présenter pour déposer une demande d'asile.

Olga : Que s'est-il passé ensuite ?

Ivan : Finalement, j'ai pu rejoindre le contact de ma mère. Une personne très gentille mais très âgée. Je voyais bien que je n'allais pas pouvoir rester avec elle longtemps. Par l'intermédiaire d'une association en Allemagne d'aide aux déserteurs, avec qui j'étais en lien déjà quand j'étais emprisonné dans le CRA, j'ai eu des contacts avec différentes associations en France, dont l'initiative Olga Taratuta.

Finalement, quelqu'un a généreusement proposé de m'héberger temporairement en région parisienne, où j'ai pu déposer formellement une demande d'asile.

La demande d'asile, c'est un vrai parcours du combattant : il faut enchaîner les rendez-vous avec de multiples services et administrations, en faisant des queues interminables pendant lesquelles les policiers vous maltraitent. Et encore moi, j'ai de la chance car étant européen, je vois bien que les flics sont plus gentils avec moi qu'avec les autres demandeurs d'asile africains ou asiatiques, qu'ils traitent vraiment comme des chiens.

Une fois que j'aurais fini cette série d'entretiens, je devrais attendre d'être fixé sur mon sort. Cela peut prendre plusieurs mois.

Olga : comment survis-tu pendant ce temps ?

Ivan : j'ai ce qui me reste de mes économies, mais la vie est chère en France. Ma mère m'envoie un peu d'argent qu'elle transfère via des amis qui résident en Turquie ou autre, pour contourner les restrictions bancaires internationales. Mais cela coûte aussi très cher.

Et puis ma mère n'est pas très riche et elle vient de perdre son travail. Je fais aussi des dessins, peut-être que je pourrai en vendre pour gagner un peu d'argent ?

Olga : comment vois-tu ton avenir à court et moyen terme ?

Ivan : déjà ce que je sais, c'est que je ne remettrai plus jamais les pieds en Russie. Je ne veux plus y retourner, ce pays est mort pour moi. Je compte me rendre dans l'université européenne où je me suis inscrit, car les études qu'ils proposent m'intéressent et je pense que cela pourra me donner des opportunités dans le futur. Il ne faut jamais perdre l'espoir.

Autocollants

2 modèles d'autocollants sont disponibles. Envoi par paquets de e 25, 50 ou 100. (Vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires. Chèques à l'ordre de CNT-AIT (mention solidarité Ukraine au dos) à envoyer à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE



Мир хижинам, война дворцам!
Мир хатам, війна палацам!
Мір - хацінам, вайна - палацам!

**Paix aux chaumières,
guerres aux Palais !**

Initiative de Solidarité « Olga Taratuta »

<http://nowar.solidarite.online.blog>

**Déserteurs de tous les pays,
unissez vous !**

**Дезертиры всех стран,
соединяйтесь!
Дезертири всіх країн,
єднайтеся!**

**Дэзерціры свету, яднайцеся!
Deserters of the world, unite!**

CNT-AIT Anarchosyndicalisme !

L'anarchisme britannique succombe à la fièvre de la guerre

Nous avons traduit ce texte d'Alex ADLER paru initialement sur le site internet britannique *Libcom* car nous pensons que ce tour d'horizon bien écrit et complet décrit bien de la fièvre guerrière affectant sérieusement ce qui passe pour le mouvement anarchiste en Grande-Bretagne et plus généralement le mouvement libertaire anglo-saxon puis francophone. Nous avons signalé dans le texte nos propres remarques ou commentaires par l'ajout de NDT.

Tout le monde est contre la guerre dans l'abstrait - même les dirigeants de l'industrie de l'armement peuvent se dire qu'ils ne font que pourvoir à la défense et à l'ordre mondial, dissuadant ainsi la guerre. Mais quand la guerre éclate, ce sentiment [contre la guerre] est considéré non pertinent. Que vous soyez pacifique ou non, la guerre est là, et vous êtes soit avec votre nation, votre peuple, soit contre eux. La paix viendra avec la victoire. En tout cas, votre côté est la cause juste, parce que vous vous battez pour la liberté et la justice, pour la démocratie et la stabilité, parce que vos ennemis étaient les agresseurs, et les tyrans et les démons en plus. L'effusion de sang est si facilement sanctifiée.

L'anarchisme tranche à travers une telle mystification. Nous disons clairement comment nous voyons les choses : les travailleurs de différentes nations sont envoyés pour s'entretuer dans l'intérêt de leurs dirigeants. L'antimilitarisme est un principe fondamental de l'anarchisme. Nous comprenons les armées comme une force violente soutenant l'autorité politique (ou ceux qui voudraient la conquérir). Nous soulignons le rôle de la force militaire dans la répression des soulèvements et des grèves chez nous, tout en imposant les intérêts nationaux, en renforçant les marchés capitalistes et en gouvernant les colonies à l'étranger. La recherche et la production militaires sont un investissement hautement rentable de capitaux privés et de fonds publics, notamment en tant que source subventionnée de développement technologique (à des fins de contrôle social et de génération de profit). Nous considérons que le système militaire de hiérarchie et de discipline strictes, parallèlement à sa culture du chauvinisme et de différenciation [identitaire] [1], détruit le caractère humain et le remodèle en fonction des besoins de ceux qui commandent.

Alors, comment se fait-il qu'aujourd'hui le mouvement anarchiste en Grande-Bretagne (et ailleurs) soutienne l'armée d'une nation contre une autre, justifiant idéologiquement et approvisionnant matériellement [2] l'effort de guerre ukrainien ? Assistons-nous à quelque chose de tout à fait nouveau qui nous amènerait à remettre en question et à réviser nos principes ? Non. Nous assistons à la même tragédie qui s'abat sur les habitants de la région comme nous l'avons vu maintes et maintes fois. Notre perspective antimilitariste, internationaliste et révolutionnaire est plus vitale que jamais. Au stade actuel, la lutte pour la libération est prise dans le no man's land entre l'invasion impérialiste d'un

côté et la défense nationale (soutenue par un impérialisme opposé) de l'autre. Chercher une raison dans l'une ou l'autre des tranchées serait juste plus de combustible dans la fournaise de la guerre capitaliste ; cela signifierait allégeance à l'État contre l'anarchie.

Défense nationale et anti-impérialisme

La fièvre de la guerre se répand, du vénérable [3] journal anarchiste *Freedom* jusqu'à la *Fédération anarchiste (AFed)* en passant par la "scène" anarchiste autour des antifascistes et d'autres groupes militants. Au début, cela consistait en des applaudissements pour le soi-disant "*peloton anti-autoritaire*", une unité de la Défense territoriale composée d'anarchistes et d'antifascistes, entre autres [4]. La participation aux structures militaires était justifiée par la nécessité de se défendre, et était adoucie par un récit narratif de résistance populaire indépendante. Mais la réalité était tout autre. Les Forces de défense territoriales sont la force de réserve de l'armée ukrainienne, soumises à sa structure de commandement. Il n'est pas question d'autonomie. Un membre du peloton anti-autoritaire a observé que dans leur unité « *il [y avait] une hiérarchie militaire normale avec des commandants de section et des commandants de peloton subordonnés à des officiers militaires supérieurs.* » [5] D'autres anarchistes et antifascistes ont rejoint l'armée régulière. Rhétorique mise à part, cela signifie une collaboration à la défense nationale en rejoignant l'armée de l'État, d'une manière ou d'une autre.

Que certaines personnes choisissent de rejoindre ou de soutenir la défense militaire de la nation dans laquelle elles résident alors que cette dernière est menacées par la domination impérialiste est compréhensible [6] et je ne juge personne qui fasse des choix aussi difficiles. Mais ce n'est pas de l'anarchisme – ce n'est pas compatible avec les idées ou les pratiques anarchistes. Personne n'est à la hauteur de ses idéaux dans tout ce qu'il fait, mais ces compromis et contradictions doivent être acceptés comme tels, et non être intégrés dans notre théorie et à notre pratique de sorte qu'à son tour notre mouvement soit intégré dans la société du Capital et de l'État.

Au fur et à mesure que la réalité de la collaboration devenait plus claire pour les anarchistes britanniques, le message s'élargit au soutien à la défense de l'Ukraine, tout en maintenant la rhétorique de la "résistance populaire". « *De l'Ukraine à l'Écosse en passant par le Sahara occidental, la Palestine et le Tatarstan, nous sommes aux côtés des peuples qui résistent à l'impérialisme* » [7], proclame Darya

Rustamova dans les pages de *Freedom* (et repris par la *Fédération Anarchiste AFed*). Cette déclaration soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Qui sont " les peuples " ? Par quels moyens résistent-ils ? Pour quelle finalité ?

Dans le passé, la *Fédération Anarchiste* a pu voir clair dans ces propos vides de sens, affirmant que « *en tant que communistes anarchistes, nous nous sommes toujours opposés au nationalisme et avons toujours marqué notre distance par rapport à la gauche en nous opposant verbalement à tout nationalisme, y compris celui des "nations opprimées". Alors que nous nous opposons à l'oppression, à l'exploitation et à la dépossession pour des raisons nationales, et que nous nous opposons à l'impérialisme et à la guerre impérialiste, nous refusons de tomber dans le piège si courant de la gauche consistant à s'identifier avec celui "donné perdant d'avance" [underdog] et à glorifier "la résistance" - même "de manière critique" - qui est facilement observable dans les cercles léninistes/trotskystes.* » [8]

L'article de Rustamova, « *Mille drapeaux rouges* », rend explicites ses prémisses nationalistes en régurgitant la différenciation gauchiste du bon et du mauvais nationalisme. La nuance entre les différentes expressions du nationalisme dans différents contextes est sans aucun doute réelle et significative. Le nationalisme d'une colonie en lutte pour l'indépendance est évidemment différent du nationalisme de l'empire. Pourtant, pour les deux, l'État est leur fin (l'établir, le défendre ou l'étendre) ; les deux suppriment ou obscurcissent la division de classe sous la nationalité ; et les deux servent les intérêts d'une classe dirigeante (actuelle ou future). Les traits communs à tous les nationalismes et qui les définissent comme tels sont précisément ceux que nous rejetons en tant qu'anarchistes et internationalistes révolutionnaires.

« *Les anarchistes ont pris la défense de leur patrie (homeland)* » [9], annonce le rédacteur en chef du magazine de la *Fédération Anarchiste, Organise !*, dans le numéro 96. Mais quelle patrie ont les anarchistes ? La "patrie" est une notion sentimentale de l'État-nation dans lequel est né chaque individu. Ce sont les sentiments d'appartenance, d'allégeance et de nostalgie qui lient l'individu à la nation. Cela clarifie le saut incontestable qui a été fait entre la défense nationale de l'Ukraine, en tant que nation souveraine, défendant son territoire contre l'invasion (c'est-à-dire la défense nationale), et l'auto-défense des anarchistes ou d'autres individus se défendant. C'est un argument puissant pour partir à la guerre dans la mesure où peu renonceraient au droit de légitime défense. Mais il suppose une identité entre la nation et soi-même, une formulation de l'idéologie nationaliste que les anarchistes rejettent. Sans hésitation, les anarchistes sont passés d'une position de soutien à la défense d'unités anarchistes "semi-autonomes" dans une "résistance populaire" à celle de battre les tambours de guerre pour la victoire militaire de l'Ukraine et la défaite totale de la Russie.



Des membres du peloton anti-autoritaire posant avec le matériel militaire reçu ou acheté grâce aux dons de *Solidarity Collective*

L'autojustification ultime de l'État est de préserver la sécurité et le bien-être de ses sujets. La guerre avec d'autres nations est la plus grande force unificatrice de l'État (au début, du moins). Le magazine anarchiste ukrainien *Assembleia* confirme que « *nous devons comprendre que l'unité nationale des Ukrainiens autour du pouvoir de Zelensky ne repose que sur la peur d'une menace extérieure* » [10]. Participer dans cette unification et mettre en avant ce même instinct de conservation comme explication, c'est non seulement donner une légitimité au pouvoir idéologique de l'État, mais c'est aussi soutenir le renforcement matériel de l'État. Affirmer la nécessité de participer à la défense nationale et de rejoindre l'armée de l'État, c'est accepter la nécessité de l'État. *Assembleia* déplore que « *la majorité de ceux qui s'identifient comme anarchistes en Ukraine [...] ont immédiatement fusionné avec la classe dirigeante dans une seule impulsion nationaliste.* » [11] Le pouvoir de l'État sur la vie et la mort, sur la guerre et la paix, est précisément l'un de ses l'un des critères de définition, il revient aux anarchistes de critiquer et de renverser ce pouvoir, pas de se rabattre sur lui faute de mieux comme un mal nécessaire.

Parallèlement au rejet théorique de l'unité nationale, il est important de remettre en question la réalité pratique de l'hypothèse selon laquelle notre sécurité personnelle est liée à la sécurité nationale. Des réflexions à ce sujet sont proposées par Saša Kaluža, un anarchiste en Ukraine, qui déclare que « *le but de l'État ukrainien et de ses structures militaires dans cette guerre est de conserver son pouvoir, le but de l'État russe et de ses structures militaires est d'accroître son pouvoir. La participation d'anarchistes dans les structures de l'un ou l'autre de ces États ne facilite pas la situation des Ukrainiens qui souffrent de la guerre entre deux États. Tous les mots sur l'armée défendant les gens, la société et leur terre ne sont qu'une partie de la propagande d'État, et l'histoire le montre. Il n'est possible d'arrêter la guerre qu'en opposant les deux États.* » [12] En ce qui concerne spécifiquement les unités de volontaires, il soutient que la « *Défense territoriale est un bon exemple révélateur de la façon dont les structures de volontaires*

initiées et contrôlées par l'État ne peuvent remplir des fonctions de soutien volontaires seulement qu' au sein de l'État, par des méthodes étatiques et uniquement pour protéger l'État lui-même, et ne peuvent réellement aider la population en matière de sécurité et d'autres besoins primaires qui surviennent dans les situations de crise. » [13] On peut en outre douter que la participation d'une centaine d'anarchistes et d'antifascistes dans les forces armées [ukrainiennes, qui compte plus d'un millions de soldats] ait un quelconque impact sur l'issue de la guerre, alors qu'autant d'agitateurs dévoués pourraient constituer un noyau important d'antimilitarisme [14].

Nous devons regarder au-delà de la vision binaire en noir et blanc de l'agresseur et de la résistance, de la nation impérialiste et de la nation opprimée, révélant la complexité des antagonismes de classe, des structures de pouvoir et des hiérarchies sociales au sein de chaque État-nation, identifiant la force latente de l'internationalisme de la classe ouvrière .

En soutenant l'Ukraine, les anarchistes britanniques se sont retrouvés du côté de l'OTAN, une alliance militaire impérialiste qui défend les intérêts des principales nations capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord. Mais plutôt que de prendre cela comme une opportunité de répudier l'OTAN, reconnaissant une simple coïncidence d'intérêts dans cette situation particulière, les anarchistes britanniques ont vacillé dans leur opposition, sympathisant avec l'impérialisme occidental comme un frein à l'impérialisme russe. Cela est particulièrement évident dans l'article de Zosia Brom, « *Fuck Leftist Westplaining* » [15] [que l'on pourrait traduire par « *j'emmerde les gauchistes occidentalocentrés* » NDT], publié dans *Freedom* (dont elle était alors rédactrice en chef) et réimprimé dans *Organise!* numéro 96 par la *Fédération Anarchiste*. Supposer la nécessité de l'adhésion à l'OTAN pour la sécurité de l'Europe de l'Est est sans aucun doute correct du point de vue de la diplomatie d'État et des relations internationales, mais nous ne sommes pas des politiciens et nous ne faisons pas partie de l'appareil décisionnel de l'État. En tant qu'anarchistes, nous devons répondre aux manœuvres des États-nations et des blocs impérialistes du point de vue de la classe ouvrière. Autonome de toute machine étatique, sa *realpolitik* ne nous appartient pas. Notre anti-impérialisme ne peut pas être le réflexe stalinien de soutenir quiconque s'oppose à l'impérialisme occidental - mais il ne peut pas non plus impliquer de se tourner vers ledit impérialisme pour maintenir nos droits et notre sécurité. Plutôt que de penser en termes d'agence nationale, nous devons penser en termes de classe, en termes de lutte sociale.

Antifascisme et lutte des classes

Ni l'État russe ni l'État ukrainien ne peuvent être décrits avec précision comme fascistes, bien que tous deux aient toléré, permis et utilisé des éléments fascistes chaque fois que cela s'avérait opportun. Cependant, l'État russe a

atteint un niveau de nationalisme autoritaire, de répression interne et d'expansionnisme revanchard comparable aux régimes fascistes du XXe siècle. L'État ukrainien peut mieux être décrit comme une démocratie néolibérale et corrompue [16]. Il est nécessaire de rejeter complètement la propagande russe de "dénazification" de l'Ukraine. Mais les anarchistes en Grande-Bretagne ont simplement renversé la situation, qualifiant la défense militaire de l'Ukraine de lutte antifasciste. Cela risque de légitimer la guerre au nom de l'antifascisme, une manœuvre idéologique sur laquelle Poutine a joué de manière si transparente. Projeter nos idéaux antifascistes sur la défense nationale de l'Ukraine ne modifie pas sa réalité matérielle.

L'antifascisme idéologique peut servir à obscurcir les intérêts de classe et à subordonner la lutte révolutionnaire aux fronts populaires de défense de l'État démocratique [17]. [Dans cette perspective], le mouvement vers l'anarchie est reporté à un temps futur, plus opportun, alors que la menace immédiate du fascisme (ou d'une tendance totalitaire comparable) redessine le tableau général. L'objectif intermédiaire de défendre les droits limités de la société démocratique devient la seule et unique référence légitime. L'unification idéologique se reflète dans l'unification sociale dans des alliances interclassistes qui rassemblent gouvernants et gouvernés, exploités et exploités contre la menace exceptionnelle.

Si cela signifie la défaite du fascisme, la protection de la vie réelle et des libertés, abandonner ses principes peut être compréhensible. Mais nous aurions dû apprendre du XXe siècle que ce n'est rien d'autre qu'une parodie [18]. Encore et encore, l'État démocratique que défendaient les fronts populaires a cédé la place au fascisme avec à peine plus qu'un gémissement. Ces États ont donné la priorité - par la contre-révolution - à la consolidation de leur autorité, même si cela signifiait permettre ou embrasser le fascisme. « *Le combat pour un État démocratique est inévitablement un combat pour consolider l'État, et loin de paralyser le totalitarisme, un tel combat accroît l'emprise du totalitarisme sur la société.* » [19] L'État peut évoluer dans un sens démocratique ou dictatorial, cela dépend de ce qui est nécessaire pour la continuité du capitalisme et de l'État lui-même. C'est par la lutte contre l'État en tant que tel que nous pouvons à la fois affronter les tendances autoritaires à moyen terme tout en renversant les conditions qui les produisent à long terme.

Guerre et lutte révolutionnaire

Ces anarchistes soutenant l'Ukraine ont révélé une grande confusion sur la façon dont nous nous rapportons à la guerre en tant qu'anarchistes. Certains maintiennent leur rhétorique anti-guerre tout en soutenant une partie contre une autre. D'autres confondent la guerre avec la lutte pour la liberté. Et certains embrassent pleinement le bellicisme, toutes choses étant justifiées par l'opposition à la Russie.

Peter Ó Máille (rédacteur en chef du magazine *Organise!* de la *Fédération Anarchiste*) se débarrasse avec désinvolture de l'antimilitarisme ouvrier en méditant que «*Pour l'Anarchiste, il n'y a qu'une seule guerre qui compte et c'est la guerre des classes, sauf quand ce n'est pas le cas. Il y a des fascistes qu'il faut combattre, il y a des despotes, des tyrans et des empires. Ils ne vont pas rentrer chez eux du fait de votre pétition et ses fortes déclarations* » [20]. Nous convenons sûrement de la nécessité de lutter contre des tyrans tels que Poutine, mais le cœur du problème réside dans les moyens par lesquels nous le faisons. Et ici, nous trouvons des représentations biaisées et de la confusion. La guerre entre des nations et la "guerre de classes" sont de nature distincte. Les anarchistes sont contre la guerre dans le sens d'un conflit militaire entrepris par l'autorité politique. La "guerre des classes" est un terme figuratif, faisant référence à la lutte entre les classes encadrée par les rapports sociaux capitalistes. La lutte révolutionnaire de classe est l'effort collectif de la classe ouvrière pour transformer ces relations sociales, qui ne peuvent être modifiées par la guerre au sens propre du terme. La guerre, en fait, grave ces relations sociales dans le marbre par le sang. [21]

La guerre a été traitée, en général, non pas comme une guerre entre deux États, mais comme une lutte pour la liberté de l'Europe de l'Est. La victoire de la Russie renforcerait son régime totalitaire en interne et encouragerait la poursuite de l'assujettissement de ses voisins, tandis que la défaite de la Russie, nous dit-on, inciterait à l'effondrement du gouvernement de Poutine et renforcerait la gouvernance démocratique dans la région, en maintenant des conditions favorables à la lutte sociale. Ici, il est clair que les méthodes et les principes de l'anarchisme ont été entièrement abandonnés au profit de la doctrine de l'humanitarisme militaire (illustrée par les interventions de l'OTAN dans le pays du Sud et les Balkans). Ayant adopté une telle logique, ce n'était qu'une question de temps avant que les anarchistes ne commencent à demander aux pays membres de l'OTAN d'envoyer plus d'aide militaire à l'Ukraine (ou à déplorer son manque hésitant).

Les résultats politiques, sociaux et économiques de la guerre sont imprévisibles. Il n'est pas improbable que l'Ukraine émerge de la guerre en tant qu'État autoritaire, partenaire actif de l'impérialisme militaire de l'OTAN et très sensible aux idéologies d'extrême droite dont les fanatiques auront été renforcés par la guerre à plus d'un titre. Même si la démocratie libérale survit en Ukraine, rien ne garantit que ces conditions seront favorables à la lutte pour la libération. Un État démocratique bénéficiant d'un soutien populaire aura le champ libre pour réprimer calmement les rébellions d'après-guerre et l'agitation sociale. Les anarchistes mécontents seront facilement présentés comme des séparatistes et des saboteurs soutenus par la Russie, ou simplement ignorés dans la vague de patriotisme écrasant et de désir d'un

retour à la normalité et à la stabilité, qui pourrait suivre une victoire militaire. (...)

Les anarchistes ont toujours compris que la transformation sociale que nous souhaitons voir ne peut pas se produire au moyen de l'État ou de la force militaire d'aucune sorte, mais doit se développer de bas en haut parmi les personnes opprimées et exploitées elles-mêmes. Les guerres ne peuvent qu'imposer une nouvelle forme d'autorité, même si cette nouvelle autorité est un moindre mal. Différer la lutte contre le capitalisme et l'État après la "victoire" ne fait que garantir que les conditions d'une nouvelle guerre et de l'oppression demeurent, tout en sapant la lutte contre elles. La guerre n'est pas un moyen de libération. Tout comme nous utilisons l'action directe, l'auto-organisation, l'entraide et le sabotage pour poursuivre nos fins révolutionnaires, ces mêmes moyens peuvent être utilisés pour saper les tyrans et les envahisseurs, sans faciliter d'autres formes de domination.

L'action basée sur des Principes

La cohérence des moyens et des fins est une notion fondamentale de l'anarchisme. Les principes qui nous guident et les méthodes que nous employons sont un fil continu reliant nos luttes partielles d'aujourd'hui à la révolution sociale que nous cherchons à hâter et à la société libre qui en naîtra. L'action basée sur des principes sous-tend tout ce que nous faisons. En défendant l'évolution vers l'action militaire étatique, des anarchistes sont tombés dans des contradictions fondamentales, qu'ils ont résolues par une série de falsifications et de concessions.

L'antimilitarisme, l'internationalisme, etc., sont tous très beaux *en théorie*, nous dit-on, mais en fin de compte ne sont que de vaines *abstractions* [22]. Ces concepts ne sont tout simplement pas applicables à la réalité à laquelle sont confrontés les anarchistes sur le terrain. Ici, nous voyons la séparation de la théorie et de la pratique. La théorie appartient aux livres, serions-nous amenés à croire, tandis que les plans et les pratiques des anarchistes sont dictés par la force des choses. Le moindre mal remplace tout objectif autodéterminé comme point de référence, tandis que l'opportunisme devient la mesure de tout choix. La nécessité justifie tout, en fin de compte.

Ce qu'on oublie, c'est que la théorie et la pratique de l'anarchisme s'inspirent l'une de l'autre dans un processus constant de développement mutuel. C'est par l'accumulation d'expériences – de succès et de défaite, de guerre et de paix, de révolution et de réaction – de génération en génération, partout dans le monde, que nous avons cultivé une méthode de liberté : l'anarchisme. Il est faux d'opposer principes et pragmatisme, car nos principes sont la cristallisation de ce qui fonctionne précisément [23]. Il peut y avoir des options plus attrayantes à court terme, par rapport à des intérêts plus immédiats, mais ces options nous éloigneront toujours

plus de nos objectifs. Les anarchistes, par exemple, refusent d'agir au sein des structures de l'État ou de collaborer avec les forces de l'État, non par obéissance à un dogme indiscutable, mais parce que nous savons que par de tels moyens nous ne ferons que perpétuer le pouvoir de l'État, que notre lutte sera récupérée dans des canaux politiques et remodelée par pressions institutionnelles. Nous le savons à la fois par une analyse abstraite de l'État moderne et par les expériences d'individus, d'organisations et de mouvements entiers.

Une telle compréhension était autrefois au cœur de la *Fédération anarchiste*. Maintenant, ils dénigrent ouvertement les principes anarchistes comme des "slogans" utilisés pour esquiver l'analyse critique, provoquer des réactions émotionnelles et fermer tout débat. L'agitation antimilitariste est comparée aux pratiques manipulatrices et autoritaires des *Brexiters* et de l'extrême droite [24]. Cela ne reflète tout simplement pas la réalité du travail de propagande des groupes "No War but the Class War" ("Pas de guerre mais la guerre des classes"), pour qui ce slogan est juste le titre de leur bulletin [25]. Pendant ce temps, l'éditeur de la revue théorique de la *Fédération Anarchiste, Organise!*, affirme maintenant que « je doute que la théorie fonctionne après le premier tir de barrage d'artillerie sur le quartier » [26]. Dans ce cas, autant renoncer et enfilez de suite nos uniformes. L'anarchisme, concluons-nous, n'est rien d'autre qu'un idéalisme naïf, appartenant à un monde plus pacifique que le nôtre. Je dirais, bien au contraire, que c'est précisément en ces temps de conflits exacerbés, d'enjeux élevés et de menaces mortelles, que tirer les leçons de notre passé est plus vital que jamais. Et je dirais que loin de se limiter à des conditions idéales, le mouvement anarchiste a une forte tradition d'antimilitarisme en temps de guerre, ainsi que des efforts héroïques et constructifs au plus profond de la crise et du désastre.

Une fois que nous avons séparé nos méthodes de nos buts, nos idées de nos actions, il ne nous reste plus que la règle de l'opportunisme : le moyen le plus efficace d'atteindre des objectifs immédiats, indépendamment d'autres considérations. Si la victoire militaire de l'Ukraine et l'effondrement du gouvernement de Poutine passent avant tout, il existe des moyens beaucoup plus efficaces de poursuivre cet objectif que de former des unités de défense territoriale "anti-autoritaires" idéologiquement liées, composées de volontaires ayant peu ou pas d'expérience de combat. Il est tout à fait logique que les anarchistes et autres militants de gauche combattant dans la guerre soient frustrés par le rôle d'auxiliaire et les limitations bureaucratiques auxquels est confronté le "peloton anti-autoritaire" et se dispersent dans des unités de combat plus efficaces de l'armée plus près de la ligne de front. Et puisque « les fascistes sont bien mieux organisés dans les rangs de l'armée ukrainienne [27] – partageant également la motivation de se battre en première ligne – il est prévisible que « les tentatives pour se faire une place dans les rangs militaires ont amené [les combattants

anti-autoritaires] directement aux unités directement liées aux groupes fascistes ukrainiens » [28] et « d'une manière ou d'une autre, devenir des forces qui soutiennent le développement de la politique d'extrême droite en Ukraine » [29]. C'est le résultat logique de l'abandon des principes anarchistes aux besoins pratiques des efforts de guerre.

Dans notre propre contexte, la fièvre guerrière qui a vaincu l'anarchisme britannique conduira probablement à un soutien à l'intervention militaire britannique (par le biais d'une aide militaire et d'un soutien technique, sinon d'une implication directe dans les combats) et, par extension, à l'impérialisme de l'OTAN. C'est par de tels moyens que l'Ukraine pourra vaincre la Russie. Étant donné que les membres de l'OTAN hésitent actuellement à entrer dans une escalade de conflit direct entre puissances nucléaires, certains anarchistes se retrouvent dans la position absurde d'être plus désireux de la généralisation de la guerre impérialiste que leurs propres classes dirigeantes. Les anarchistes s'engageront-ils dans l'armée britannique pour aller tuer des Russes ? Heureusement, nous n'avons pas de députés anarchistes pour voter pour les crédits de guerre.

Le moindre mal

Dans notre condition prolétarienne de dépossession, d'impuissance et d'aliénation, toute notre vie a été réduite à la recherche du moindre mal. En regardant l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie, les crimes de guerre qu'elle a perpétrés et la dure répression infligée à ses propres citoyens, nous pourrions identifier la défense nationale de l'Ukraine comme le moindre mal. Pourtant, reconnaître qu'il existe un moindre mal ne signifie pas, sans plus de raison, qu'il faille le soutenir. Et, d'un point de vue anarchiste, nous ne pouvons trouver aucune bonne raison de collaborer avec l'un ou l'autre des États. En même temps, refuser de soutenir un État contre un autre ne signifie pas assimiler les deux camps. Nous ne disons pas que les deux côtés sont les mêmes, simplement qu'aucun n'a rien à offrir à la classe ouvrière [30]. Les différentes structures et forces d'oppression doivent être analysées dans leur nature particulière, et l'action peut se concentrer sur l'une plutôt que l'autre, sans recourir à la collaboration.

Le moindre mal reste un mal. En défendant son territoire, l'État ukrainien ne s'est pas transformé en une force du bien. Alors que la guerre fait rage, la classe capitaliste en Ukraine n'a fait qu'intensifier son exploitation et ses abus contre les travailleurs, soutenue par de nouvelles restrictions contre les actions revendicatives et le démantèlement des droits des travailleurs. [31] C'est-à-dire contre ceux qui n'ont pas encore été enrôlés pour les champs de massacre. La conscription est une forme d'esclavage, à laquelle il faut résister à tout prix. Les frontières de l'Ukraine ont été fermées à tous les hommes en âge d'être enrôlés (une catégorie dans laquelle les femmes trans ont été incluses, effaçant leur identité) pour permettre le ratissage de la

chair à canon. Pendant ce temps, l'Ukraine contribue à la guerre génocidaire au Tigré, apportant son soutien à l'utilisation de drones par l'armée éthiopienne. [32] Sur la voie du moindre mal, les conditions politiques et économiques qui produisent la guerre et la dictature continueront à se perpétuer ; « *on oublie que choisir un mal – même s'il s'agit d'un moindre mal – est le meilleur moyen de le prolonger.* » [33]

Nous devons choisir nos propres batailles. La menace de cooptation et de contre-insurrection fait que nous semblons constamment privés de la possibilité de combattre selon nos propres termes. Qu'il s'agisse de pousser les mouvements sociaux dans le cimetière électoral ou d'emmener la rébellion dans le champ du conflit militaire, notre véritable force sociale est perdue, nous laissant dans la situation d'être une opposition contrôlée ou bien un ennemi symétrique à l'État qui peut être isolé et écrasé. La force de l'anarchisme - ce qui en a fait une force véritablement subversive en dehors et contre tout système d'autorité - est que les anarchistes ont constamment lutté pour se battre selon leurs propres termes, même si cela signifie faire face à la marginalisation ou à la répression. Si au début nous parlons seuls avec la voix de l'internationalisme révolutionnaire, la marée peut rapidement tourner - une marée qui déferle assez souvent vers la fin et l'immédiat après-guerre.

Ni Est Ni Ouest

Beaucoup des anarchistes en Ukraine et dans toute l'Europe de l'Est se sont jetés derrière l'effort de guerre de l'Ukraine. Cela crée une tension avec l'agitation antimilitariste et internationaliste en Grande-Bretagne et dans le monde. Comme le dit Peter Ó Máille, « *Vous ne supportez tout simplement pas d'écouter les anarchistes d'Europe de l'Est, hein ? [... Vous] oubliez d'écouter les putains de locaux alors que [vous] agissez comme le Politburo de l'anarchisme. S'il vous plaît, fermez votre gueule.* » [34] Pendant ce temps, Zosia Brom déplore le "westplaining" – les gauchistes occidentaux expliquant avec condescendance aux Européens de l'Est leur propre réalité. Nous devrions « *être informés que de nombreux gauchistes d'Europe de l'Est sont sur la même position [que nous], et nous en discutons depuis un moment maintenant.* » [35]

De cette manière, le débat entre anarchistes de guerre et anarchistes antimilitaristes est recadré dans une confrontation entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, entre l'ignorance et l'arrogance des Occidentaux d'une part, et le "consensus" pro-ukrainien en Europe de l'Est d'autre part. Il s'agit bien sûr d'un dispositif rhétorique pour faire honte à toute critique. En réalité, de nombreux anarchistes en Europe de l'Est, y compris certains en Ukraine même, ont répondu à l'invasion russe par une propagande et une action internationalistes et antimilitaristes. Le collectif anarchiste derrière le magazine *Assembleia*, basé à Kharkov, en Ukraine, a résisté à l'impulsion du militarisme nationaliste et a

choisi de se concentrer sur l'entraide, la contre-information et le conflit de classe. Toutes les sections de l'internationale anarchosyndicaliste Association internationale des travailleurs (AIT) de la région d'Europe de l'Est – en Pologne [36], en Slovaquie [37], en Serbie [38] et en Russie [39] – ont clairement pris position en faveur de l'internationalisme révolutionnaire. Une Initiative antimilitariste basée en Europe centrale a été lancée en réponse à la montée du militarisme à travers l'Europe, notamment dans le mouvement anarchiste. Ils peuvent être une minorité, mais les anarchistes n'ont aucune foi dans les vertus inhérentes de toute majorité. Il y a aussi un problème d'eurocentrisme dans la dichotomie Est contre Ouest, puisque les réactions internationalistes à l'invasion de l'Ukraine peuvent être observées partout dans le monde. [40]

Même sans de tels exemples concrets, il faut se méfier de quiconque prétend parler au nom de toute une région, comme si les anarchistes d'Europe de l'Est étaient un collectif homogène avec un consensus d'opinion. La logique de la représentation elle-même doit être scrutée par les anarchistes. Ainsi, ceux qui disent parler au nom de toute la région « *n'extraient qu'une seule tendance de l'ensemble multidimensionnel et ignorent ou minimisent les autres.* » [41] Par contraste, [le réseau « des anarchistes de la région d'Europe centrale] affirme « *nous essayons d'écouter autant de voix que possible, mais nous ne soutenons que celles que nous trouvons constructives. D'autres que nous critiquons et refusons de soutenir. Bref, nous percevons des tendances différentes et n'essayons pas de soutenir la propagande de guerre qui dépeint la population ukrainienne comme une communauté unie appelant unanimement à s'engager dans la guerre.* » [42] Il faut écouter, oui, mais aussi penser par soi-même.

Je rejette totalement la construction d'un paradigme "nous" et "eux" entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Nous nous relient les uns aux autres en tant qu'individus et collectifs sur la base de luttes partagées et de principes partagés, et non en tant que blocs géopolitiques. Le KRAS (la section russe de l'AIT) a été calomnié et ses membres ont été *doxxés* [43] pour ne pas s'être rangés derrière le supposé "consensus" pro-ukrainien, malgré leur effort anti-guerre [et leur critique sans ambiguïté du régime russe].

L'un des auteurs de ce doxxing s'est ensuite vu accorder une tribune en Grande-Bretagne par *Freedom* [44], dans une interview sur la défunte *RKAS (Confédération Révolutionnaire des Anarchistes-Syndicalistes)* d'Ukraine, une organisation accusée de dynamique autoritaire sectaire et de sympathies nationalistes, dont les membres se sont dissous dans le conflit entre l'Etat Ukrainien et les séparatistes du Donbass [45]. Dans le même temps, les éditeurs de *Freedom* ont refusé de publier quoi que ce soit de contraire à leur ligne pro-ukrainienne [46]. Ce type de tribalisme peut déchirer les mouvements internationaux.

Internationalisme de la classe ouvrière

« *La position de "pas de guerre sauf la guerre de classes" n'est pas une échappatoire, c'est un principe à la fois de long terme et de court terme qui nie le faux choix entre [la peste ou le choléra]. Pour en faire une réalité, nous devons être encore plus actifs pour encourager l'internationalisme dans la classe ouvrière dans la mesure où les gens ordinaires se sentent suffisamment en confiance, organisés et soutenus pour résister à leurs gouvernements bellicistes et à leurs mouvements de libération nationale.* » Organise ! # 52 (1999), Fédération anarchiste

Ne vous méprenez pas, en nous opposant aux guerres capitalistes, nous ne plaçons pas pour la paix à tout prix. Nous ne sommes pas des pacifistes. Il ne peut y avoir de paix entre les peuples tant qu'une partie de la société opprime et exploite les autres. L'application violente du pouvoir et de la richesse sous-tend tout dans notre société, et en temps de guerre, elle éclate à la surface dans une terrible orgie de sang. Une structure de pouvoir se heurte à une autre ; mais peu importe celui qui gagne, notre esclavage continue. Notre combat est de renverser ces pouvoirs et de construire de nouvelles formes sociales sans hiérarchie. Nous ne serons pas des victimes passives de la violence : toute lutte pour la liberté doit se défendre quand c'est nécessaire. Il y a une longue histoire de partisans libertaires luttant contre les gouvernements oppressifs et les occupants. Des milices armées et des unités de guérilla relevant des travailleurs auto-organisés (telles que les syndicats révolutionnaires et les conseils ouvriers) ont vu le jour en période de révolution sociale [47]. Le peuple armé est le plus sûr rempart contre la contre-révolution. Mais les armées régulières – des forces permanentes et spécialisées monopolisant la violence légitime avec une discipline hiérarchique – sont une fonction du pouvoir d'État (et un rudiment de l'État en formation) [48].

En Ukraine et en Russie, il n'y a pas de révolution, seulement la guerre. La guerre entre les nations doit donc être transformée en lutte de classe ouverte. Cela commence lorsque les travailleurs rejettent la trêve sociale au sein de leur "propre" nation et s'organisent sur une base de classe contre les personnes qui les oppriment et les exploitent chaque jour [49]. Les internationalistes visent à renforcer la solidarité entre les travailleurs à travers les frontières, tout en faisant campagne pour que les soldats fraternisent, désertent et se mutinent. Les infrastructures militaires peuvent être sabotées, comme cela s'est produit sur les chemins de fer reliant la Russie et la Biélorussie à l'Ukraine [50]. Des réseaux d'entraide peuvent être mis en place, afin que les gens puissent s'entraider pour survivre à la dévastation et aux difficultés, pour aider les insoumis, les déserteurs, les prisonniers et les réfugiés [51]. Tous ces efforts vitaux et les nouvelles formes émergentes de lutte sociale doivent être organisés par le bas, indépendamment de toutes les structures étatiques, militaires et corporatives. Les anarchistes peuvent prendre l'initiative d'agiter et d'organiser une telle activité, tout en plaçant pour

l'internationalisme de la classe ouvrière et en s'opposant aux mesures autoritaires de l'État militarisé.

Les travailleurs du monde entier peuvent intensifier la lutte latente sur leurs lieux de travail et leurs communautés, en prenant des mesures directes contre les industries de guerre et le commerce des armes par des grèves, des boycotts et des sabotages. Il est impératif que nous nous opposions au bellicisme et à la militarisation en Grande-Bretagne et en Europe, en résistant à la généralisation de la guerre. L'action directe est déjà utilisée efficacement par les militants contre les entreprises d'armement liées aux Forces de défense israéliennes, par exemple [52].

Nous devons lier la lutte de classe en Grande-Bretagne, qui s'intensifie actuellement en raison de la crise du coût de la vie, aux luttes auxquelles est confrontée la classe ouvrière en Ukraine et en Russie. Le groupe *NWBCW* (*No war but class war*) de Liverpool a fait de *l'agit-prop* sur cette base sur les lignes de piquetage à travers la région de Liverpool pendant la vague de grève actuelle. Nous devons diffuser des informations sur les luttes quotidiennes et les actes de rébellion émergents dans les territoires en guerre, et trouver des moyens de les soutenir dans la pratique [53]. En attendant, nous pouvons chercher à aider les personnes fuyant la guerre, qu'il s'agisse de réfugiés civils ou de déserteurs militaires [54]. *L'Initiative de solidarité Olga Taratuta* en France offre un bon exemple d'un tel soutien concret [55]. Cela devrait renforcer une lutte plus large contre le régime frontalier de la "*Forteresse Europe*" et la politique britannique de "*l'environnement hostile*". Certains anarchistes en Grande-Bretagne ont suivi cette voie de l'internationalisme de la classe ouvrière – comme le *Groupe communiste anarchiste*, la *Liverpool Solidarity Federation-AIT* [56], et le réseau *AnarCom* – mais ils sont une minorité.

L'invasion russe de l'Ukraine et la paupérisation de la classe ouvrière en Grande-Bretagne sont toutes deux les produits du même système capitaliste en crise. Et cette crise capitaliste ne peut être surmontée que par la lutte révolutionnaire mondiale de la classe ouvrière. Si cette lutte révolutionnaire et cette solidarité ouvrière internationale restent encore se développer, il est de notre devoir d'aider à leur réalisation [57]. Ce que disaient les anarchistes pendant la Première Guerre mondiale n'est pas moins vrai aujourd'hui : « *Le rôle des anarchistes, quel que soit l'endroit ou la situation dans laquelle ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres.* » [58]

En Grande-Bretagne, nous sommes au cœur de l'économie capitaliste mondiale et de l'impérialisme de l'OTAN ; tomber dans la fièvre guerrière en ce moment est désastreux. La lutte des classes est déjà menée par

nos patrons, banquiers, oligarques et leurs laquais au gouvernement : nous pouvons riposter ou nous pouvons aller à l'abattoir.

Alex ADLER

Notes

[1] Les anarchistes ne sont pas moins sensibles à ces pressions, malgré tous nos idéaux, comme on peut le voir avec les combattants anarchistes en Ukraine qualifiant les soldats russes d'« orques » et de « borde de Poutine ».

[2] Des anarchistes ont collecté des fonds pour les *Collectifs de solidarité* [*Solidarity Collective*] (anciennement *Opération Solidarité* [*Operation Solidarity*]) qui fournissent des fournitures militaires aux militants libertaires et antifascistes des forces armées ukrainiennes (en plus de l'aide humanitaire). Entre février et juin 2022, sur 59 680 € dépensés par l'*Opération Solidarité*, 41 404 € ont été utilisés pour des « causes militaires ». <https://operation-solidarity.org/2022/07/06/operation-solidarity-the-end/>

[3] *Freedom* est la plus ancienne publication anarchiste de Grande Bretagne, depuis 1886

[4] Depuis le début de la guerre, ils se sont dispersés dans diverses unités de la Défense territoriale et de l'armée régulière (beaucoup d'entre eux ont été transférés pour les rapprocher du front), mais toujours reliés par le *Comité résistance* [*Resistance Committee*] et soutenus par les *Collectifs de solidarité* [*Solidarity Collectives*].

[5] “*Defensive war as an act of popular resistance: Exclusive Interview with an Anarchist Fighter of the Territorial Defense Forces of Ukraine.*” La guerre défensive comme acte de résistance populaire, Entretien exclusif avec un combattant anarchiste des Forces de défense territoriales d'Ukraine. <https://enoughisenough14.org/2022/06/02/defensive-war-as-an-act-of-popular-resistance-exclusive-interview-with-an-anarchist-fighter-of-the-territorial-defense-forces-ukrainiennes/>

[6] Tout comme il est compréhensible que d'autres personnes cherchent à fuir les zones de guerre et cherchent refuge ailleurs, pour échapper à l'enrôlement ou à la désertion militaire.

[7] “*A thousand red flags?*” « *Mille drapeaux rouges* », Darya Rustamova. <https://freedomnews.org.uk/2022/03/07/a-thousand-red-flags/>

[8] “*Against Nationalism*”, « *Contre le nationalisme* », *Fédération anarchiste*. <https://theanarchistlibrary.org/library/anarchist-federation-against-nationalism>

[9] Editorial, *Organise!* #96. <https://organisemagazine.org.uk/3d-flip-book/organise-96-plus/>

[10] “*War in Ukraine and desertion: Interview with the anarchist group “Assembly” of Kharkiv*”, « *Guerre en Ukraine et désertion : entretien avec le groupe anarchiste « Assemblée » de Kharkov* », Commission des relations internationales de la Fédération anarchiste italienne. <https://umanitanova.org/guerra-in-ucraina-e-diserzione-intervista-con-il-gruppo-anarchico-assembly-di-kharkiv-iten/> Pour une traduction en français : « *Assembleia maintient le drapeau anarchiste en Ukraine, face à l'armée russe et face au gouvernement ukrainien* » <https://nowar.solidarite.online/blog/assembleia-maintient-le-drapeau-anarchiste-en-ukraine-face-a-larmee-russe-et-face-au-gouvernement-ukrainien>

[11] Ibid.

[12] “*Anarchist Organization in Times of War and Crisis*”, « *Organisation anarchiste en temps de guerre et de crise* », Saša Kaluža. <https://enoughisenough14.org/2022/03/07/anarchist-organization-in-times-of-war-and-crisis-ukraine/>

[13] Ibid.

[14] En 2018, en relation avec la guerre contre les séparatistes soutenus par la Russie dans la région du Donbass, mais avant la pleine invasion russe de 2022, le groupe anarchiste ukrainien « *RevDia* » (qui participe désormais au *Comité de résistance*) affirmait que « *l'armée est un structure hiérarchique, où un soldat ordinaire ne peut pas influencer le cours de la guerre* », et que « *... l'armée ne nous protège pas. Et ne défend pas nos intérêts* ».

<https://theanarchistlibrary.org/library/rev-dia-thought-of-war>

<https://theanarchistlibrary.org/library/rev-dia-anarchism-in-action#toc6>

[15] “*Fuck Leftist Westplaining*”, Zosia Brom. <https://freedomnews.org.uk/2022/03/04/fuck-leftist-westplaining/>

[16] Même si l'extrême droite extra-parlementaire en Ukraine ne doit pas être passée sous silence.

[17] Il ne s'agit pas ici d'une critique de l'antifascisme de manière générale, mais d'une idéologie antifasciste particulière / singulière [NdT : c'est-à-dire de l'Antifascisme, avec un A majuscule] qui prévalait dans les fronts populaires du milieu du XXe siècle et qui continue d'être présente dans l'opposition libérale au fascisme.

[18] “*Pour les révolutionnaires, et particulièrement pour les anarchistes, l'expérience tragique de l'Espagne en 1936 devrait suffire à se garder d'illusions à l'égard de l'Antifascisme, qui n'est que la défense des formes démocratiques de gestion capitaliste, la réconciliation des classes, l'option du « moindre mal » et l'abandon*

de l'horizon révolutionnaire. ”
<https://malcontent.noblogs.org/post/2022/03/28/reflections-on-the-ongoing-capitalist-butchery-russia-ukraine-vamos-hacia-la-vida/>

[19] « *Quand meurent les insurrections* », Gilles Dauvé

<https://libcom.org/article/quand-insurrections-die-gilles-dauve>

[20] Editorial, *Organise !*, numéro #96

[21] Voir, par exemple, “ *Why Do Anarchists Go To War?* ”, « Pourquoi les anarchistes vont à la guerre ? », par *RevDia*, mars 2022. Présenté dans *Organise !* #96.

[22] par exemple, « *L'analyse [internationaliste] est [...] pleine d'abstractions et irréaliste sur le terrain, d'où les anarchistes ukrainiens demandent notre aide pratique, y compris du matériel militaire* ». Cité de « *Ukraine – Anarchist Approaches* » dans *Organise !* #96.

[23] “*Pragmatism as Ideology*”, « Le pragmatisme comme idéologie », Joseph Kay.

<https://libcom.org/article/pragmatism-ideology>

[24] “*The Trouble With Slogans*”, « Le problème avec les slogans », Emma Hayes, *Organise !* #96.

[25] Voir la liste des positions internationalistes du groupe NWBCW de Liverpool.
<https://nwbcwliverpool.wordpress.com/internationalist-positions/>

[26] Editorial, *Organise !* #96.

[27] “*A political and personal statement as well as a review of our solidarity work around the war in Ukraine so far*”, “Une déclaration politique et personnelle ainsi qu'un examen de notre travail de solidarité autour de la guerre en Ukraine jusqu'à présent”, Anarchist Black Cross Dresden.

<https://enoughisenough14.org/2022/12/04/a-political-and-personal-statement-as-well-as-a-review-of-our-solidarity-work-around-the-war-in-ukraine-so-far-anarchist-black-cross-dresden/>

[28] Ibid.

[29] Ibid. NDT : Sergyi Shevchenko (sous le pseudonyme de Tatar Kobzar) et qui se présente comme « anarcho-syndicaliste » indique dans une interview donné au début de la guerre au web magazine marxiste *Mouvement* et repris par le « Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés » (regroupant notamment CGT espagnole, CNT-SO en France, USI en Italie et IP en Pologne) dans un livre publié éditions Syllepses « UKRAINE ; solidarités syndicales en temps de guerre » :

« Je sers dans une unité créée par des nationalistes, qui est approvisionnée par les autorités municipales et par des volontaires, et qui est financée par des entreprises privées. Nous donnons des cours sur l'anarchisme aux combattants et nous organisons des comités de soldats qui veillent au bien-être des combattants et au respect de leurs droits sans que cela ne pose aucun problème. On

peut trouver arme à la main dans une même tranchée un anarchiste, un nationaliste, un euro-optimiste, un simple paysan, un ouvrier ou un informaticien sans opinion politique précise. Tous sont unis par un même désir de protéger leur peuple, et l'indépendance et la liberté de l'Ukraine. Nous sommes tous frères et sœurs, nous sommes le peuple ! C'est le slogan universellement partagé et la seule idéologie qui règne aujourd'hui. La Révolution française de 1789 a créé une nation française, la révolution ukrainienne de 2013-14 et surtout la guerre de 2022 sont en train de créer une nouvelle nation, la nation ukrainienne. Le peuple s'est réveillé. Les 600 années de lutte et de souffrance du peuple ukrainien touchent à leur fin. » Puis de conclure l'interview par : « Bien sûr, je préférerais que notre guerre se place sous la bannière de Nestor Makhno (fondateur de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, qui, après la révolution d'Octobre et jusqu'en 1921, combat à la fois l'armée tsaristes contre-révolutionnaire et l'armée rouge bolchévique) et non de Stepan Bandera (homme politique et idéologue nationaliste ukrainien qui a collaboré avec l'Allemagne nazie), encore que la figure de Makhno soit assez populaire ici ! Je souhaiterais bien sûr combattre au nom de l'anarchie plutôt que de la Nation, mais il ne s'agit que de symboles et de mots qui ne changent rien à la nature réelle du mouvement qui traverse l'Ukraine. En tout cas, actuellement, à choisir entre : « Vive le Roi » et « Vive la Nation », je choisis sans hésiter la Nation ! »

Lire l'interview : *L'irruption de la Russie en Ukraine*
<https://mouvements.info/leruption-de-la-russie-en-ukraine/>

Cf. la page face book de Sergiy SHEVCHENKO :

<https://www.facebook.com/Serg.Shevchenko0/posts/pfbid02K6B8bhu1fqTFaGdr7KdyFaHoycnegrGtsAhbyL3LExFwJVEJ9mJNV1c2UTbjKmWV1>

[30] « *Le nationalisme ne peut rien offrir d'autre que de nouvelles séries de conflits, qui devraient augmenter en nombre et en gravité à mesure qu'augmente la concurrence nationale sur les ressources énergétiques mondiales en déclin. Lorsque le conflit est défini en termes nationaux – entendu comme le conflit entre une nation opprimée et une nation oppressive – la classe ouvrière est nécessairement perdante* » in « *Anarchist Federation against nationalism* » La Fédération Anarchiste contre le nationalisme ».

<https://theanarchistlibrary.org/library/anarchist-federation-against-nationalism>

[31] “*Ukraine's anti-worker law comes into effect*”, « La loi anti-ouvrière ukrainienne entre en vigueur », OpenDemocracy.
<https://www.opendemocracy.net/en/odr/ukraine-labour-law-wrecks-workers-rights/>

[32] « *La Turquie, membre de l'OTAN, vend au gouvernement éthiopien des drones dont les moteurs sont fabriqués en Ukraine, à Kyiv. Le gouvernement de l'Ukraine qui - bien que lui-même sous la menace de l'impérialisme - n'a pas hésité à assurer le service après-vente et à envoyer des techniciens mercenaires pour apprendre à l'armée impérialiste éthiopienne comment utiliser ces drones contre*

les populations du Tigré. » <http://cnt-ait.info/2022/02/27/tigre-ukraine/>

[33] “*The Lesser Evil*”, « Le moindre mal », Dominique Misein.

<https://theanarchistlibrary.org/library/dominique-misein-the-lesser-evil>

[34] Editorial, *Organise!* #96.

[35] “*Fuck Leftist Westplaining*”, Zosia Brom.

[36] “*Against the war!*”, ZSP-AIT.

<https://zsp.net.pl/przeciw-wojnie>. Voir aussi, les actions anti-guerre devant les ambassades de Russie et d'Ukraine. <https://zsp.net.pl/anti-war-actions>

[37] Articles antimilitaristes reproduits de la CNT-AIT et du KRAS-AIT <https://www.priamaackia.sk/Medzinarodny-den-zien-a-vojna-na-Ukrajine.html> et <https://www.priamaackia.sk/Ruska-sekcia-Medzinarodnejasociacie-pracujucich-KRAS-odpoveda-na-otazkytkajuce-sa-vojny-na-Ukrajine.html>

[38] “*Let's turn capitalist wars into a workers' revolution!*” « Transformons les guerres capitalistes en révolution ouvrière ! », ASI-AIT. <https://iwa-ait.org/content/lets-turn-capitalist-wars-workers-revolution>

[39] “No war !”, « Déclaration des anarchosindicalistes russes : la guerre a commencé ... », KRAS-AIT. <https://aitrus.info/node/5921>

[40] NdT : voir par exemple la prise de position internationaliste de l'ULET, section de l'AIT en Colombie

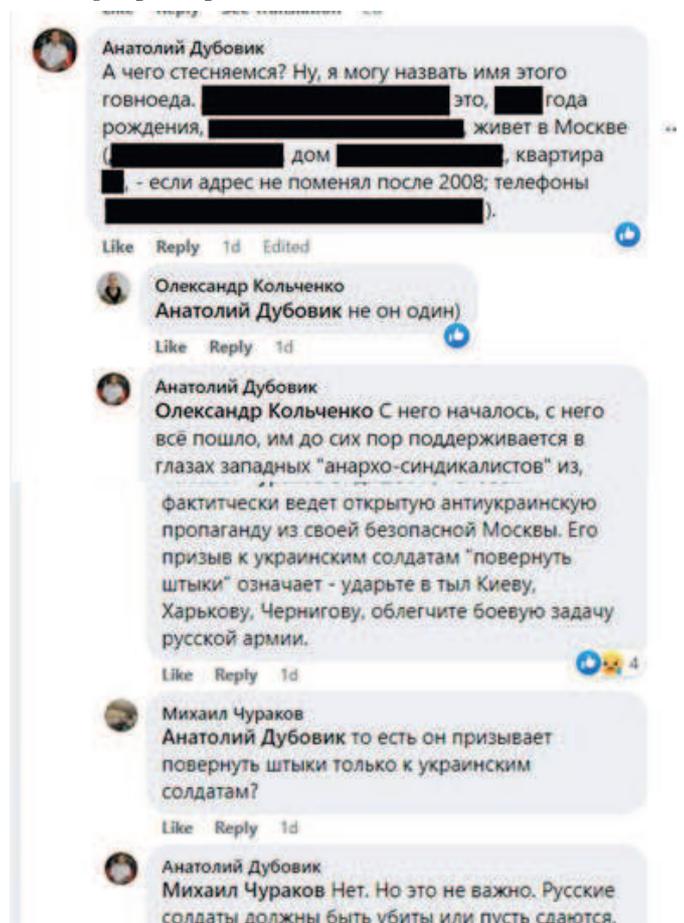


[41] « Antimilitarisme anarchiste et mythes sur la guerre en Ukraine », Quelques anarchistes de la région d'Europe centrale.

<https://www.autistici.org/tridnivalka/antimilitarismus-antimilitarisme-anarchiste-et-mythes-sur-la-guerre-en-ukraine/>

[42] Ibid.

[43] NdT : Les noms, date de naissance et adresse personnelle d'au moins un militant de la KRAS-AIT ont été rendus publics sur internet. On sait quel traitement réserve la police russe et les groupes paramilitaire nationalistes russes à celles et ceux qui contestent la politique de Poutine ... “*Again about “anarchists” who forget the principles*”, « encore une fois, à propos des “anarchistes” qui oublient les principes » KRAS-AIT. <https://iwa-ait.org/content/again-about-anarchists-who-forget-principles>



[44] “*Leftists” outside Ukraine are used to listening only to people from Moscow: Interview with anarcho-sindicalists in Eastern Ukraine*”

<https://freedomnews.org.uk/2022/10/04/leftists-outside-ukraine-are-used-to-listening-only-to-people-from-moscow-interview-with-rkas-anarcho-sindicalists-in-eastern-ukraine/>

NdT : la seconde personne interrogée dans l'article de *Freedom*, est Serguiy Shevchenko, se disant anarchosindicaliste mais ne cachant pas ses sympathies nationalistes, à chaque message qu'il poste sur sa page Facebook ou dans les interviews qu'il a pu donner par ailleurs. Cf. note supra.

[45] “*Caution: platformist party and psychosect*”

Protestations contre le rétablissement du service militaire en Lettonie

Ce mardi 5 avril, le gouvernement de Lettonie vient de rétablir le service militaire obligatoire.

Même si l'opposition à ce rétablissement de la conscription dans le contexte de la guerre engagée par la Fédération de Russie en Ukraine reste minoritaire, des voix dissidentes ont tenu à se faire entendre.

"CE N'EST PAS L'AVENIR DE MES PETITS-ENFANTS QUE J'AI DÉFENDU SUR LES BARRICADES !"

C'est ce que nous a dit l'une des grands-mères qui a participé à la marche organisée le 5 mars 2023. Apparemment, pendant l'*Atmoda* - le "réveil" - de 1991⁸, elle ne s'est pas seulement battue pour l'indépendance de la Lettonie. Mais aussi contre la conscription des jeunes Lettons dans l'armée soviétique.

Aujourd'hui, son petit-fils est sur le point d'être enrôlé dans le nouveau service de défense de l'État, que la coalition au pouvoir en Lettonie veut créer.

Malgré la tempête de neige, d'autres personnes âgées et de jeunes femmes et hommes mécontents de l'introduction de la conscription militaire ont également participé à la marche. Sans oublier les jeunes eux-mêmes, qui risquent d'être enrôlés dans l'armée.

D'après une information des anarchistes de Lettonie (Anarhisti Latvija / Анархисты в Латвии)



⁸ Note des traducteurs : Les événements de janvier (lituanien : sausio įvykiai) ou événements de Vilnius (russe : События в Вильнюсе, sobytia v Vilniuossé, estonien : Vilniuse veresaun) sont la tentative d'invasion des pays baltes en janvier 1991 lorsque les troupes soviétiques, essentiellement composées de soldats russes, pénétrèrent sur les territoires de l'Estonie, la

Russie : Dix-neuf ans de prison pour avoir incendié un bureau d'enregistrement militaire

Traduction CIRA Marseille

Lundi 11 avril 2023, le tribunal militaire du district central d'Ekaterinbourg (Sibérie) a condamné Roman Nasryev et Alexei Nuriev à 19 ans de prison pour avoir mis le feu au bâtiment de l'administration, où se trouvait le bureau d'enregistrement militaire. Roman et Alexei devraient passer les 4 premières années en prison, et les suivantes - dans une colonie à sécurité maximale.

À ce jour, il s'agit de la peine la plus brutale pour un incendie anti-guerre. Roman Nasryev et Alexei Nuriev ont été condamnés en raison de la qualification de leurs actions en vertu des articles "*acte terroriste*" (Partie 2 de l'art. 205 du Code pénal de la Fédération de Russie) et "*formation dans le but de commettre des activités terroristes*" (art. 205.3 du Code pénal de la Fédération de Russie). Le terme en vertu du deuxième article ne peut être inférieur à 15 ans. L'incendie que Roman et Alexei ont commis dans le contexte de la mobilisation en signe de désaccord avec l'invasion de l'Ukraine, était plutôt symbolique : la femme gardienne a pu éteindre le feu avec une couverture et cinq litres d'eau. Seul la fenêtre et le linoléum de la pièce ont été endommagés.

Au tribunal, Roman Nasryev a déclaré : "*J'ai décidé de faire une telle action, car je n'étais pas d'accord avec la mobilisation, l'opération militaire spéciale et la guerre dans son ensemble. Avec mon action, je voulais juste montrer que dans notre ville, il y a un désaccord avec la mobilisation et les opérations militaires spéciales. Je voulais exprimer ma position de désaccord de cette manière, je voulais que ma voix soit entendue.*"

Cet incendie d'un bâtiment militaire, motivé par la dénonciation de la guerre, n'a rien à voir avec du terrorisme. Cette qualification est motivée politiquement et directement liée au fait que le gouvernement russe a déclenché une guerre d'agression contre l'Ukraine.

Vous pouvez soutenir Roman et Alexei en leur envoyant des lettres ! De plus, jusqu'à l'entrée en vigueur de la peine, les prisonniers peuvent recevoir des colis sans restrictions.

Adresse des lettres et des colis :
620019, c. Ekaterinbourg, rue Malysheva, 2b, IK-2, PFRSI,

Roman Raifovich Nasryev, né en 1995.
Nuriev Alexey Talgatovich, né en 1985.

<https://avtonom.org/news/19-let-za-antivoenny-podzhog>

Lettonie et la Lituanie. Elle avait pour objectif de reprendre le contrôle de ces trois petites républiques baltes qui s'étaient déclarées indépendantes une année auparavant. Les affrontements les plus violents eurent lieu à Vilnius, la capitale lituanienne et la plus grande ville du pays.

Russie & Ukraine : répressions contre ceux qui ne veulent pas se battre

En Russie et en Ukraine, les répressions se multiplient contre ceux qui ne veulent pas se battre et mourir pour les maîtres ou les plans des capitalistes. Les tribunaux russes ont déjà reçu plus de 500 poursuites contre des militaires - elles ont été engagées en vertu des articles de lois qui ont été durcies après le début de la mobilisation. Des milliers d'affaires ont été engagées en Ukraine dans des cas d'abandon non autorisé d'unités, de désertion, de désobéissance aux commandants, etc.

« Mediazona », qui a étudié des affaires pénales contre des militaires en Russie, rapporte que des soldats tant sous contrat que mobilisés s'enfuient et disparaissent, refusant directement d'obéir aux ordres d'être envoyés en Ukraine ou désertent du front. Les tribunaux de garnison ont déjà été saisis de 536 affaires au titre des nouvelles lois répressives renforcées : il s'agit d'abandon non autorisé d'une unité, de non-respect d'un ordre, de désertion et autres. 247 soldats ont déjà été condamnés. Il y a de plus en plus de cas chaque mois, le mois de mars 2023 n'était pas encore fini que déjà il avait atteint un record. L'accusation la plus courante est l'abandon non autorisé d'unité : sur 471 affaires portées devant les tribunaux ; dans plus de la moitié des cas, le militaire a été absent plus d'un mois (249 cas). Au 21 mars, 14 personnes étaient accusées de désertion, 21 - d'avoir usé de violence contre un commandant ou officier. La plupart des affaires pénales ont été reçues par les tribunaux de la région de Moscou (40), de Kaliningrad (27), de Samara (23) et de la région de Rostov.

Les procès des refuzniks et des fugitifs sont organisés en public comme des "spectacles / démonstrations" - pour intimider les autres militaires : les soldats sont jugés et détenus devant les rangs des autres soldats rassemblés, les condamnations sont annoncées dans les unités militaires et les juges prononcent des "conférences prophylactiques (préventives)". Par contre ces cas sont cachés à la société civile : les condamnations ne sont généralement pas publiées, souvent même les peines ne sont pas prononcées et les statistiques sont supprimées sous prétexte de secret. De nombreux militaires - plus d'un tiers des condamnations pour désertion ou abandon de poste connues - reçoivent des peines avec sursis. Cela leur permet de les envoyer de nouveau au front.

Ceux qui ne s'enfuient pas, mais refusent ouvertement d'aller à la guerre, sont accusés de désobéir aux ordres - le nombre de ces accusés augmente également (il y a déjà 25 affaires de ce type devant les tribunaux). C'est la meilleure option pour les refuzniks : les peines de non-exécution d'un ordre sont inférieures à celles prévues par les autres infractions aux articles de la loi sur la mobilisation (<https://zona.media/article/2023/03/22/500500>).

Ces derniers mois, la répression s'est poursuivie et intensifiée. De nouveaux verdicts ont été annoncés.

Ainsi, le tribunal militaire de garnison de Tambov a condamné un homme mobilisé à 5 ans de prison pour avoir quitté son lieu de service sans autorisation et être rentré chez lui en novembre. Il a été arrêté en janvier.

Auparavant, le tribunal militaire de garnison de Crimée avait condamné un militaire sous contrat à neuf ans dans une colonie à régime strict pour désertion. Lors du procès, le militaire a déclaré qu'il avait quitté l'unité parce qu'il ne voulait pas participer à "l'opération spéciale".

Fin mars, le tribunal militaire de la garnison de Barnaoul a condamné le major de réserve Mikhaïl Zhilin à 6,5 ans de prison. Il a également été accusé de désertion. Le major, craignant d'être envoyé dans la zone de guerre, a menti en disant qu'il ne se sentait pas bien et a quitté l'unité, après quoi il a fait ses valises et a tenté de quitter le pays. Il a été arrêté par les gardes-frontières.

Fin février, un tribunal du Kamtchatka a condamné Sergueï Vladimirov, un militaire de la flotte du Pacifique, à huit ans de prison pour désertion et usage de la violence contre un responsable gouvernemental. En octobre de l'année dernière, il a quitté son lieu de service, et lorsque des membres des services répressifs ont fait une descente à son domicile, il leur a vaporisé du gaz poivre au visage et tenté de se cacher (<https://newizv.ru/news/2023-04-07/v-tambove-mobilizovannogo-prigovorili-k-pyati-godam-za-samovolnoe-...>)

A Sébastopol, un tribunal militaire de garnison a condamné en février 2 militaires à plus de 3 ans de prison pour avoir refusé de se redéployer dans une zone de combat. Fin mars, le tribunal de garnison de Crimée a prononcé une peine de 9 ans (!!) pour désertion contre un soldat sous contrat qui a quitté une unité militaire à Sébastopol en septembre en raison de sa réticence à participer aux hostilités et qui se cachait en Crimée (<https://sevastopol.su/news/kontraktniku-iz-sevastopolya-dali-9-let-za-dezertirstvo>)



A Koursk, fin décembre, deux mobilisés (Yuri Degtyarev et Alexei Selivanov) ont été condamnés chacun à 3 ans de prison pour avoir refusé d'obtempérer à l'ordre du commandant de participer aux hostilités. Ils ont été appelés après l'annonce d'une mobilisation partielle fin septembre dernier et ont été reconnus aptes au service militaire en catégorie "A". En octobre, Degtyarev a participé aux hostilités, mais après cela, il a été renvoyé dans l'unité militaire. En novembre, lui et Selivanov, alors qu'ils étaient dans la caserne, n'ont pas obéi à l'ordre du chef de l'unité de recevoir des gilets pare-balle et des armes personnelles et de partir pour les lieux de l'opération spéciale pour combler le manque d'unités. Ils ont d'abord refusé verbalement, puis ont déposé des rapports. En novembre, tous deux ont été arrêtés alors qu'ils faisaient la queue sur le terrain de manœuvre (<https://www.kommersant.ru/doc/5915055>).

Le 31 mars, il a été signalé qu'à Saint-Petersbourg, le tribunal militaire de garnison avait prononcé une condamnation contre un militaire sous contrat russe qui s'était enfui d'une unité militaire pendant la période de mobilisation.

Deux militaires de Biysk se sont enfuis de la garnison de leur unité et ont été mis sur la liste des personnes recherchées. Le Commissaire de la police militaire de Biysk, avec l'officier de la police civile des districts de Biysk et Soltonsky a déclaré qu'il s'agissait des mobilisés Alexander Tabakaev, né en 1983, et Artem Vdovichenko, né en 1988. Vraisemblablement, ils ont fui la même unité mais sans se concerter (<https://forpost-sevastopol.ru/newsfull/461197/dvoe-rossijskih-voennyh-sbegali-iz-chasti.html>)

Mediazona a parlé d'un cas de répression contre un militaire qui a refusé de participer aux hostilités pour des raisons religieuses. Le tribunal militaire de garnison de Zaozersky dans la région de Mourmansk a condamné le lieutenant principal Dmitry Vasilets à deux ans et cinq mois de prison pour avoir refusé de participer à la guerre avec l'Ukraine. Le tribunal l'a reconnu coupable de non-exécution d'un ordre donné de la manière prescrite dans le cadre d'un conflit armé. Une affaire pénale contre Vasilets a été ouverte en octobre. Auparavant, cet officier supérieur servait à Pechenga dans la région de Mourmansk. En février 2022, il est envoyé en guerre en Ukraine. Cinq mois plus tard, il a reçu une permission - il a alors décidé d'aller en Bouriatie chez les parents d'un camarade décédé et plus tard "il a adopté la philosophie du bouddhisme", qui l'intéressait depuis longtemps. Après la fin de sa période de repos, les autorités lui ont ordonné de retourner au front, mais Vasilets a refusé de le faire en raison de ses convictions. En août, il a déposé un rapport pour manifester son refus d'y retourner. Un mois plus tard, il a de nouveau écrit le document - après cela, l'armée a porté plainte contre lui. Il est devenu le premier accusé connu dans une affaire de non-exécution

d'un ordre pendant les hostilités (<https://zona.media/news/2023/04/07/vasilec>)

Entre-temps, des informations continuent de se répandre en Russie selon lesquelles il est prévu de passer de la remise des projets de convocation en personne et contre récépissé à l'envoi des convocations via les réseaux électroniques et le site Web des Services Publics d'Etat « *GosOuslong* » (de *Gos*, abréviation de gouvernemental en russe et *Ouslong*, service). Bien que les avocats doutent de la légalité d'une telle procédure obligatoire (du moins jusqu'à ce que la loi sur la conscription soit modifiée), certains bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires ont déjà adopté l'idée avec enthousiasme. Ainsi, le commissaire militaire de la région de Rostov a confirmé que le projet était à l'étude. Il a déclaré que la numérisation prend de l'ampleur et que les commissariats militaires ne restent pas à l'écart du dispositif (<https://161.ru/text/gorod/2023/04/03/72187082/>). Des plans similaires ont été discutés en Ukraine, mais il a été promis de les reporter au moins jusqu'à la fin de l'année.

Les répressions contre ceux qui ne veulent pas se battre se multiplient de l'autre côté de la ligne de front. Le nombre d'affaires pénales engagées en Ukraine pour crimes contre le service militaire rien que sur la période de janvier à novembre 2022 a plus que quadruplé par rapport à la même période en 2021 : de 2 835 à 12 263. Nous parlons d'affaires pénales sur des faits de désertion, d'abandons non autorisés d'unités, non-respect des ordres de commandement et d'évitement de la mobilisation. En particulier, selon les statistiques du Bureau du Procureur général d'Ukraine, pour les 11 mois de 2022, 2887 procédures pénales pour désertion ont été enregistrées en Ukraine (article 408 du Code pénal). A titre de comparaison, pour la même période en 2021, seuls 110 cas avaient été ouverts pour ce motif, soit 26 fois moins. Cependant, les Ukrainiens sont beaucoup plus activement persécutés en vertu de l'art. 407 du Code pénal (« Abandon non autorisé d'une unité ou d'un lieu de service ») : 5306 poursuites en 2022 contre 1850 en 2021. En outre, les autres poursuites judiciaires concernent des faits de désobéissance ouverte aux commandements (1140), évasion de la mobilisation (1089), menaces ou violence contre des officiers (195), reddition volontaire (20) et d'autres crimes militaires qui régissent les articles du Code pénal ukrainien Code (<https://rtvi.com/news/vedomosti-na-ukraine-chislo-ugolovnyh-del-o-voinskih-prestupleniyah-vyroslo-v-...>)

D'après des informations publiées par le KRAS-AIT, section en Russie de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) le 8 avril 2023

<https://aitrus.info/node/6068>

RUSSIE : LA REPRESSION DU REGIME DE POUTINE CONTRE LES SYNDICALISTES S'INTENSIFIE

Kirill Ukraintsev est ce jeune russe, secrétaire du syndicat de livreur « Courier », qui avait été arrêté de façon arbitraire en avril 2022 après une série de grèves des livreurs de différentes villes de Russie. Il fallait faire taire une voie dissidente qui appelait à l'organisation et à la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Depuis il était maintenu en détention préventive, au mépris même de la loi russe qui stipule que celle-ci ne peut excéder une durée de 6 mois. Son procès, sans cesse reporté et transféré dans des villes de plus en plus éloignées de Moscou, pour empêcher les compagnons, familles et soutiens de Kirill de se mobiliser en solidarité, a fini par se tenir début février dans la petite ville de Sergiev Posad près de Moscou.

Kirill a été condamné à 1 an et 4 mois dans une colonie pénitentiaire. Mais comme il était déjà crédité de cette durée de séjour lors de sa détention préventive, il a été immédiatement remis en liberté.

C'est une pratique courante lorsque le Pouvoir ne veut plus garder une personne derrière les barreaux, mais qu'il ne veut pas non plus reconnaître l'arrestation comme illégale. [[Note des traducteurs : cette pratique du Pouvoir pour donner une apparence de légalité à ses pratiques arbitraires est courante dans tous les pays du Monde, pas qu'en Russie ...]. D'une manière ou d'une autre, Kirill Ukraintsev est désormais libre. Il remercie tous ceux qui ont aidé à le libérer.

Par ailleurs d'autres militants et activistes (notamment Anton Orlov et Vladimir Baranov du syndicat de la santé « Action ») sont actuellement pourchassés par le régime, qui n'hésite pas à inventer de toute pièce des scénarios pour criminaliser toutes celles et ceux qui osent relever la tête et brouiller le discours de l'Union Sacrée. Tôt le matin du 21 décembre, alors que Baranov était au travail, les policiers sont venus chez lui et ont exigé de sa femme qu'elle ouvre la porte du domicile. Le syndicat *Action* affirme que les policiers ont insisté pour que la femme du médecin les laisse entrer pour une perquisition, menaçant de casser la porte, mais refusant de révéler le matricule et le nom de l'enquêteur. Le lendemain, Vladimir a été « invité » à un interrogatoire, où il a appris qu'il était témoin dans une affaire pénale pour production et vente illégales de drogue (article 228.1 du Code pénal de la Fédération de Russie), écrit le syndicat. Selon toute vraisemblance, la descente de police de la veille était destinée à dissimuler de la drogue au domicile de Baranov pour forger de fausses preuves contre lui.

A la sortie du commissariat de police, ils ont tenté de remettre à Baranov une convocation au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire, mais celui-ci l'a refusée.

Dès la déclaration officielle du syndicat « Action » auprès de l'hôpital numéro 40 en Avril 2021, la direction lui a déclaré la guerre : une « série de plaintes » ont été déposées immédiatement contre le président de l'organisation syndicale, Vladimir Baranov, auprès du bureau du procureur du district de Kurortny, plaintes qui ont toutes été classées sans suite après enquête. Puis une affaire pénale a été ouverte contre Vladimir Baranov pour diffusion de « fausses nouvelles » sur le coronavirus en raison d'une interview sur les problèmes d'ambulance pendant le COVID-19. L'enquête n'a pas révélé la commission d'actes illégaux par l'activiste. En revanche, grâce à la participation de Baranov, il a été possible de prouver une classe de danger accrue et de réduire la semaine de travail du personnel de terrain à 36 heures.

En Bachkirie, république autonome de l'Oural, c'est au tour d'Anton Orlov, ambulancier et responsable régional du syndicat « Action » de faire l'objet d'une manipulation du pouvoir. Il a été condamné en septembre 2022 à 6 ans et demi de prison pour soit disant « détournement de carburant » dans l'entreprise où il travaille. En fait il lui est surtout reproché son activisme qui a permis d'obtenir un certain nombre de succès pour les travailleurs du secteur médical dans cette république. (paiement des primes Covid aux ambulanciers; paiement des impayés de salaire ; Salaire double pour le travail du week-end ; Congés maternité avec maintien du même niveau de salaire.

Le syndicat « Action » se distingue par l'emploi de la « grève du zèle », qui consiste à travailler en appliquant strictement à la lettre toutes les procédures de travail, qui sont souvent excessivement bureaucratiques, ce qui revient souvent de fait à paralyser le fonctionnement d'une entreprise ou d'un service par excès de zèle.

Anton ayant fait appel de sa condamnation, un nouveau procès s'est tenu le 1er février qui a réduit sa peine de ... 2 mois, la portant à 6 ans et 3 mois de prison ! Il s'agit clairement d'une parodie de justice, qui a été prononcée la veille de l'annonce d'une grève du zèle des ambulanciers pour protester contre les sous-effectifs et les heures de travail non payées.

On le voit, cette répression cible des militants syndicalistes qui, entre autres, ont déjà organisé des grèves. Par conséquent, tout ce qui se passe ne peut être considéré autrement que comme la volonté des autorités russes, sous couvert de guerre, de supprimer les éléments du mouvement ouvrier qui existent encore dans ce pays !

D'après des informations des syndicats Courier et Action et de la section en Russie de l'AIT (KRAS-AIT)

Imprimé par nos soins

Ne pas jeter sur la voie publique, faites plutôt circuler